

KARL MARX
FRIEDRICH ENGELS
MICHEL BAKOUNINE
PIERRE KROPOTKINE
CARLO CAFIERO
ERRICO MALATESTA
SÉBASTIEN FAURE
ROSA LUXEMBURG
DANIEL GUÉRIN

LE COMMUNISME

Textes choisis

*Préface, notes et traductions actualisées
par le collectif Entremonde*

Entremonde

La fin du XX^e siècle aura marqué un tournant dans l'histoire du socialisme, celui de la désillusion. La social-démocratie s'éloigne rapidement de l'action de base du socialisme et ainsi du quotidien des travailleurs; l'essence révolutionnaire est étouffée par la soumission au système et par l'acceptation de tous ses critères de gestion. Quant au « communisme » comme forme d'organisation sociale, il a été sali, trompé et pointé du doigt par le monde entier, depuis l'instauration de la dictature bolchevique en Russie et aux autres échecs du communisme falsifié à travers le monde.

Aujourd'hui, plus de vingt ans après l'effondrement du bloc de l'Est, ce mot n'évoque plus qu'une chimère d'un passé révolu. Les jeunes générations se trouveraient-elles seules face à un horizon bouché, face à la fin de l'histoire? Avec la fin des grandes idéologies, l'opposition réelle s'est trouvée réduite à de vagues mouvements contestataires, disparaissant aussi vite qu'ils ont surgi, face à une social-démocratie se targuant

d'être « pragmatique » en renvoyant le socialisme aux calendes grecques. La social-démocratie a ainsi retiré au socialisme son caractère révolutionnaire au profit d'une politique d'adaptation à l'économie de marché en prônant l'électoratisme et le parlementarisme.

Au temps des grandes désillusions, le communisme libertaire est considéré comme une utopie anachronique sans intérêt et ses partisans sont largement marginalisés du champ politique dans son ensemble. Pourtant, il n'a jamais été aussi nécessaire qu'aujourd'hui de former l'ossature d'une alternative révolutionnaire de masse à opposer au réformisme et aux égarements autoritaires, de relier à cette ossature un mouvement militant réel et de rallier tous les militants prêts à rompre avec les icônes du passé et les concepts élitistes comme la direction « éclairée » du parti ou la nationalisation des moyens de production. Pour cela, il est nécessaire de trouver un pont entre l'anarchisme et le marxisme sur la question du dépérissement de l'État : l'anéantissement de celui-ci ne peut être à lui seul un projet de société. La tâche des révolutionnaires est alors de proposer clairement une autre forme d'organisation sociale gérée de bas en haut par les conseils ouvriers, et d'opposer à la nationalisation l'autogestion des moyens de production par la société elle-même. Pour cela, il est indispensable de dépasser l'aveuglement et le sectarisme de l'orthodoxie marxiste et du catéchisme anarchiste : notre devoir est

de sortir des dogmes pour élaborer un projet nouveau ; le communisme libertaire.

Cette anthologie a pour but d'ouvrir des perspectives sur ce communisme nouveau en puisant dans la littérature révolutionnaire passée. La mise côte à côte d'auteurs antiautoritaires comme Bakounine, Kropotkine, Malatesta et des théoriciens de l'école allemande comme Marx, Engels et Rosa Luxemburg permet de donner une vision globale des réflexions énoncées sur le sujet, car bien que libertaires, nous ne renions en rien l'analyse marxiste du capital et de la lutte des classes, analyse qui trouve encore tout son sens aujourd'hui. Nous débutons cette anthologie avec deux textes de Daniel Guérin qui préfigurent ce communisme libertaire et introduisent parfaitement les autres textes. Avec Le Communisme, nous entendons donner des pistes pour envisager le socialisme de demain qui, contrairement à ce que l'on voudrait nous faire entendre, n'ont en rien perdu de leur pertinence politique en ce début de XXI^e siècle.

FRÈRES JUMEAUX,
FRÈRES ENNEMIS
DANIEL GUÉRIN, 1966

L'actualité de l'anarchisme, le monde de l'édition en apporte un peu partout la preuve. En France, en Angleterre, aux États-Unis, en Italie, en Hollande, en Amérique du Sud, de tous côtés, ces derniers temps, ont paru, soit des ouvrages d'ensemble sur l'anarchisme, soit des choix de textes, des monographies des grands penseurs libertaires.

Pourquoi cette renaissance ?

D'abord, parce que l'on cherche à réparer une injustice. Une pensée aussi féconde, aussi originale, n'aurait pas dû tomber dans l'oubli. On veut l'en tirer.

Ensuite, parce qu'on s'est aperçu que l'anarchisme en tant que doctrine de reconstruction sociale est toujours vivant. Certes il ne compte plus beaucoup de porte-parole dans le monde d'aujourd'hui. Mais les plus valables de ses idées ont mieux survécu que ses partisans.

En gros, l'anarchisme demeure actuel sur deux plans.

Tout d'abord, voici déjà un siècle, il a aperçu et dénoncé, de façon prophétique, les risques de déviation autoritaire du marxisme, dictatoriale, fondée sur un État tout-puissant, dirigé par une minorité qui prétend monopoliser la science du devenir historique.

Ensuite, à cette falsification du communisme contre laquelle il mettait en garde à l'avance, il en a opposé un autre que j'appellerais libertaire, reposant sur des notions inverses, propulsé de bas en haut et non de haut en bas, faisant appel à l'initiative créatrice de l'individu, à la participation spontanée des larges masses.

Aujourd'hui les graves inconvénients du premier type de « socialisme » sont ressentis jusque dans les pays qui l'avaient érigé en dogme. Sur le plan de la production, l'on s'aperçoit qu'il est très médiocrement rentable. Et, pour en corriger les excès, l'on se met, comme en Yougoslavie, sans le savoir et sans le proclamer, à l'école de Proudhon.

L'anarchisme est inséparable du marxisme. Les opposer, c'est poser un faux problème. Leur querelle est une querelle de famille. Je vois en eux des frères jumeaux entraînés dans une dispute aberrante qui en a fait des frères ennemis.

Ils forment deux variantes, étroitement apparentées, d'un seul et même socialisme ou communisme.

Leur origine est d'ailleurs commune. Les idéologues qui les ont enfantés ont puisé ensemble leur inspiration, d'abord dans la grande Révolution française, ensuite dans l'effort entrepris par les travailleurs au XIX^e siècle, en France à partir de 1840, en vue de s'émanciper de tous les jougs.

Leur stratégie à long terme, leur but final est, somme toute, identique. Ils se proposent de renverser le capitalisme, d'abolir l'État, de se passer de tous les tuteurs, de confier la richesse sociale aux travailleurs eux-mêmes.

Ils ne sont en désaccord que sur quelques-uns des moyens d'y parvenir. Pas même sur tous. Il y a des zones de pensée libertaire dans l'œuvre de Marx comme dans celle de Lénine, et Bakounine, traducteur en russe, du *Capital*, doit beaucoup à Marx.

Leur désaccord d'il y a un siècle portait surtout sur le rythme du dépérissement de l'État au lendemain d'une révolution, sur le rôle des minorités (conscientes ou dirigeantes) et aussi sur l'utilisation des moyens de la démocratie bourgeoise (suffrage universel, etc.). S'y sont ajoutés un certain nombre de malentendus, de préjugés et de querelles de mots.

Mais le fossé entre anarchisme et marxisme n'est vraiment devenu un gouffre qu'au début de notre siècle, c'est-à-dire quand la Révolution russe, libertaire et soviétique en octobre 1917, a dû, peu à peu, céder la place à un formidable appareil étatique, dictatorial et policier.

L'anarchisme, l'idée anarchiste ont été liquidés en Russie comme l'ont été les soviets eux-mêmes.

C'est depuis ce temps que les ponts ont été coupés entre les deux frères. Ces ponts, je crois que la tâche des vrais socialistes de notre temps devrait être de les rétablir. Le socialisme, quelque peu discrédité, pourrait encore être régénéré si l'on réussissait à injecter une bonne dose de sérum anarchiste dans les marxismes d'aujourd'hui.

En quoi l'anarchisme nous offre-t-il des éléments utilisables pour la construction de la future société socialiste ?

Tout d'abord, l'anarchisme, depuis Proudhon, se fait l'avocat de l'association ouvrière, qu'on appelle de nos jours autogestion.

Les libertaires ne veulent pas de la gestion économique par le capitalisme privé. Ils rejettent pareillement la gestion par l'État, car la révolution prolétarienne serait à leurs yeux vidée de tout contenu si les travailleurs tombaient sous la coupe de nouveaux tyrans : les bureaucrates.

L'autogestion, c'est la démocratie ouvrière à l'usine. Le travailleur se dédouble : il est à la fois producteur confiné dans sa spécialité et cogestionnaire de l'entreprise. Il cesse ainsi d'être aliéné. Il échappe au salariat. Il reçoit sa quote-part des bénéfices de l'entreprise.

Mais ce qu'on a en vue, ce n'est pas d'instaurer une sorte de patronat collectif, imprégné d'une mentalité égoïste. Il faudrait que toutes les entreprises autogérées soient solidaires, interdépendantes. Leur seul objectif devrait être l'intérêt général. Elles auraient à se conformer à un plan d'ensemble. Cette planification ne serait pas bureaucratique, comme dans le communisme d'État, mais animée de bas en haut, réglée en commun par les délégués des diverses unités de production.

Un autre élément constructif de l'anarchisme, c'est le fédéralisme.

L'idée de fédération n'est pas née dans le cerveau d'un théoricien. Proudhon n'a fait que la tirer de l'expérience de la Révolution française, où elle avait germé spontanément. En effet, dans le vide créé par l'effondrement de l'ancien État absolutiste, les municipalités avaient tenté, en se fédérant, de reconstituer par la base l'unité nationale. La fête de la Fédération du 14 juillet 1790 avait été celle de l'unité volontaire – une unité autrement plus solide que celle imposée par le bon plaisir du Prince.

Le fédéralisme proudhonien, c'est l'unité, sans la contrainte, à savoir un pacte librement consenti, constamment révocable, entre les divers groupes de base, aussi bien sur le plan économique que sur le plan administratif. Cette fédération pyramidale qui se noue localement, régionalement, nationalement, voire interna-

tionalement, associe entre elles à la fois les entreprises autogérées et les communes autonomes.

On ne rappellera jamais assez que les idées de Lénine sur la question nationale, c'est-à-dire la libre détermination et le droit de séparation, sont empruntées à l'anarchisme. De même, la république des soviets a été, à l'origine, une république fédérative. Elle ne l'est plus aujourd'hui que sur le papier.

Un troisième élément que l'anarchisme a, plus tard, ajouté aux deux premiers, et qui complète l'édifice, c'est le syndicalisme révolutionnaire. Pour assurer la solidarité et l'interdépendance des entreprises autogérées, en même temps que pour animer les communes, unités primaires d'administration, il faudrait un organisme émanant directement de la classe ouvrière, englobant, conjuguant ses diverses activités, lui-même structuré de façon fédérative : tel est le rôle dévolu aux syndicats – dans la société capitaliste, simples organes de revendication et de contestation, en société socialiste : ajoutant à cette fonction primaire de défense des travailleurs un rôle – auquel ils devraient se préparer à l'avance – de coordination, de structuration, de stimulation, d'éducation. Grâce à un puissant syndicalisme ouvrier, à condition bien entendu de l'avoir, au préalable, débureaucratisé, l'indispensable unité de l'ensemble pourrait être assurée sans avoir besoin de ressusciter des rouages étatiques. Dans la Catalogne anarcho-syndicaliste de 1936, le municipale, c'est-à-dire la commune,

et l'union locale des syndicats n'en faisaient qu'un. La CNT tendait à se confondre avec la République.

Ce n'est que dans l'hypothèse où le pourrissement et la bureaucratisation du syndicalisme seraient irrémédiables qu'il faudrait faire table rase et que la nécessaire coordination des entreprises autogérées devrait être assurée par un organisme d'un caractère entièrement nouveau : une fédération de conseils ouvriers, prenant naissance dans les comités de grève qui groupent non-syndiqués et syndiqués.

L'anarchisme a été longtemps une simple doctrine sans possibilité d'application. Puis, au cours du présent siècle, il a subi l'épreuve de la pratique révolutionnaire : au cours, notamment, de la révolution russe et de la révolution espagnole.

Ainsi par exemple l'inoubliable épisode des paysans libertaires du Sud de l'Ukraine, sous l'impulsion d'un des leurs, Nestor Makhno, pratiquant la guérilla révolutionnaire, mettant en déroute, mieux que l'Armée Rouge, les armées blanches interventionnistes de Denikine et de Wrangel, créant des soviets libres, à une époque où les soviets étaient déjà domestiqués par l'État bolchevik, entrant en conflit avec les commissaires installés dans les campagnes par le gouvernement central, puis finalement écrasés par une Armée Rouge au service d'un État de plus en plus dictatorial.

Un autre épisode me paraît particulièrement éclairant. C'est celui de la révolte des matelots de Cronstadt,

en mars 1921. Ces insurgés étaient des révolutionnaires authentiques. Ils avaient été en 1917 à la pointe du combat pour la révolution communiste. Ils étaient, de plus, étroitement liés avec la classe ouvrière, avec les usines de Petrograd, alors le plus important centre industriel de la Russie. Ils osèrent entrer en contestation avec le pouvoir bolchevik. Ils reprochaient au Parti communiste de s'être détaché des masses, d'avoir perdu la confiance des ouvriers, d'être devenu bureaucratique. Ils dénonçaient la domestication des soviets, l'étatisation des syndicats. Ils s'en prenaient à la machine policière omnipotente qui pesait sur le peuple, dictait sa loi par des fusillades et la pratique de la terreur. Ils protestaient contre un dur capitalisme d'État, où les ouvriers n'étaient plus que de simples salariés, des exploités, tout comme autrefois. Ils réclamaient le rétablissement de la démocratie soviétique, des élections libres à tous les échelons. Ainsi, bien avant que ne commence le règne de Staline, des hommes du peuple dénonçaient déjà, en lettres de feu, l'accaparement de la Révolution d'Octobre par un communisme d'État.

La Révolution espagnole a montré, elle, malgré les circonstances tragiques d'une guerre civile, bientôt aggravée par une intervention étrangère, la remarquable réussite de l'autogestion, à la ville comme à la campagne, et aussi la recherche, par les libertaires, d'une conciliation entre les principes anarchistes et les nécessités de la guerre révolutionnaire : à travers une

discipline militaire, sans hiérarchie ni grades, librement consentie, à la fois pratiquée et symbolisée par un grand soldat anarchiste : Durruti.

L'anarchisme, avant tout, valorise l'individu. C'est en partant de l'individu libre qu'il se propose d'édifier une société libre. Ici réapparaît le principe fédéraliste. L'individu est libre de s'associer ou de ne pas s'associer, il est toujours libre de se dégager de l'association. Un tel pacte est, aux yeux des anarchistes, autrement solide et fécond que le prétendu contrat social de Jean-Jacques Rousseau, où les libertaires ne voient qu'imposture et contrainte sociétale.

L'individu n'est pas un moyen, mais le but final de la société. L'anarchiste entend aider l'individu à s'épanouir pleinement, à cultiver et dégager toutes ses forces créatrices. La société en profite finalement autant que l'individu, car elle n'est plus formée d'êtres passifs, serviles, de béni-oui-oui, mais elle est une addition de forces libres, un conglomérat d'énergies individuelles.

De ce postulat de liberté découle tout l'humanisme anarchiste, son rejet de l'autorité religieuse comme du puritanisme dans les mœurs. Dans ce dernier domaine, celui de la liberté sexuelle, les anarchistes, bien avant Freud, les rationalistes à la René Guyon, les existentialistes et les situationnistes ont fait figure de pionniers.

En prenant un bain d'anarchisme, le marxisme d'aujourd'hui peut sortir nettoyé de ses pustules et régénéré.

SOCIALISME FALSIFIÉ ET SOCIALISME LIBERTAIRE

DANIEL GUÉRIN, 1960

Le mot socialisme a été vidé de son contenu tant sur le plan des idées que sur le plan effectif. Les livres se comptent aujourd'hui sur les doigts qui expriment un socialisme authentique. On cherche en vain sur la planète un seul pays qui soit authentiquement socialiste. En gros, le socialisme a été l'objet de deux falsifications principales; sous son étiquette, on écoule deux marchandises également frelatées : un sordide réformisme parlementaire, un jacobinisme brutal et omni-étatique.

Or, le socialisme a une signification très précise : la cessation de l'exploitation de l'homme par l'homme, la disparition de l'État politique, la gestion de la société de bas en haut par les producteurs librement associés et fédérés.

Le socialisme falsifié qui a cours aujourd'hui appartient, en dépit des apparences, au passé, le socialisme libertaire à l'avenir. Le socialisme est un mouvement historique qui n'a nullement fait son temps. C'est le capitalisme qui a fait son temps et qui doit d'urgence être remplacé, afin que l'humanité survive. Toute sa force, le socialisme la tire de la carence et de la banqueroute du capitalisme. Si le socialisme bafouille et n'existe réellement nulle part, jamais sa nécessité historique n'a été aussi impérieuse. Sous sa forme actuelle dénaturée, il n'est pas adapté aux nécessités présentes. Mais il ne s'agit pas de le « reconsidérer » ou de le « réformer », il faut le rendre à lui-même, lui restituer son vrai visage révolutionnaire, anti-étatique et libertaire.

L'originalité du socialisme français, c'est la tradition libertaire des deux Communes, celle de 1793 et celle de 1871, celle du syndicalisme révolutionnaire d'avant 1914, celle de juin 1936. En dépit de l'apparente stalinisation d'un large secteur du mouvement ouvrier de notre pays, cette tradition n'est pas éteinte sous la cendre.

BOURGEOIS ET PROLÉTAIRES*

KARL MARX ET FRIEDRICH ENGELS

CHAPITRE I DU *MANIFESTE DU PARTI COMMUNISTE*, 1848

L'histoire de toute société jusqu'à nos jours est que l'histoire de luttes de classes.

Homme libre et esclave, patricien et plébéien, seigneur et serf, maître et compagnon, en un mot oppresseurs et opprimés ont été en opposition constante, ont mené une guerre ininterrompue, tantôt ouverte, tantôt dissimulée, une guerre qui finissait toujours soit par une transformation révolutionnaire de la société tout entière, soit par la destruction des deux classes en lutte.

* Par bourgeoisie on entend la classe des capitalistes modernes propriétaires des moyens de la production sociale, et employeurs du travail salarié. Par prolétariat, on entend la classe des ouvriers salariés modernes qui, ne possédant aucun moyen de production qui leur soit propre, en sont réduits à vendre leur force pour pouvoir vivre. (*Note de Engels pour l'édition anglaise de 1888.*)

Dès les débuts de l'histoire, nous constatons presque partout une organisation complète de la société en différentes classes, une échelle graduée de conditions sociales. Dans la Rome antique, nous trouvons les patriciens, les chevaliers, les plébéiens, les esclaves ; au moyen âge, les seigneurs, les vassaux, les maîtres de corporation, les compagnons, les serfs ; et de plus, chacune de ces classes est subdivisée une hiérarchie particulière.

La société bourgeoise moderne, élevée sur les ruines de la société féodale, n'a pas aboli les antagonismes de classes. Elle n'a fait que substituer de nouvelles classes, de nouvelles conditions d'oppression, de nouvelles formes de lutte à celles d'autrefois.

Cependant, le caractère distinctif de notre époque, de l'époque de la bourgeoisie, est d'avoir simplifié les antagonismes de classes. La société tout entière se divise de plus en plus en deux vastes camps ennemis, en deux grandes classes diamétralement opposées : la bourgeoisie et le prolétariat.

Des serfs du moyen âge sont nés les citoyens des premières agglomérations urbaines ; de cette population municipale sortirent les premiers éléments de la bourgeoisie.

La découverte de l'Amérique, le tour de l'Afrique par voies maritimes ont offert à la bourgeoisie naissante un nouveau champ d'action. Le marché indien et chinois, la colonisation de l'Amérique, le commerce colonial, la multiplication des moyens d'échange et des marchand-

ses ont donné au commerce, à la navigation et à l'industrie un essor jusqu'alors inconnu et ont ainsi assuré un développement rapide de l'élément révolutionnaire de la société féodale en décomposition.

Le mode d'exploitation féodal ou corporatif de l'industrie ne suffisait désormais plus aux besoins qui croissaient sans cesse à mesure que s'ouvraient de nouveaux marchés. La manufacture le remplaça. Les maîtres de jurande firent place à la moyenne bourgeoisie industrielle; la division du travail entre les différentes corporations céda la place à la division du travail au sein l'atelier même.

Mais les marchés ne cessaient de croître, la demande augmentait toujours. La manufacture, à son tour, devint insuffisante. Alors, la vapeur et la machine révolutionnèrent la production industrielle. La grande industrie moderne remplaça la manufacture; la moyenne bourgeoisie industrielle céda la place aux millionnaires de l'industrie, aux chefs de véritables armées industrielles, aux bourgeois modernes.

La grande industrie a créé le marché mondial, préparé par la découverte de l'Amérique. Le marché mondial a accéléré prodigieusement le développement du commerce, de la navigation, des voies de communication. Ce développement a réagi à son tour sur l'extension de l'industrie; et, au fur et à mesure que l'industrie, le commerce, la navigation, les chemins de fer se développaient, la bourgeoisie grandissait, décuplait ses capitaux

et repoussait à l'arrière-plan les classes léguées par le Moyen Âge.

Nous voyons donc que la bourgeoisie moderne est elle-même le produit d'un long processus de développement, d'une série de bouleversements dans le mode de production et les moyens de communication.

Chacune des étapes de ce développement de la bourgeoisie s'accompagnait pour elle un d'un progrès politique. Dans un premier temps, elle fut une classe opprimée par le despotisme féodal, organisant elle-même sa défense et son administration dans la commune*, ici république urbaine indépendante, là tiers état taillable et corvéable de la monarchie ; puis, à l'époque de la manufacture, contrepoids de la noblesse dans la monarchie féodale ou absolue, pierre angulaire des grandes monarchies ; la bourgeoisie, depuis la création de la grande industrie et du marché mondial, s'est finalement emparée de la souveraineté politique exclusive dans l'État parlementaire moderne. Le gouvernement moderne n'est qu'un comité qui gère les affaires communes de la classe bourgeoise tout entière.

La bourgeoisie a joué dans l'histoire un rôle éminemment révolutionnaire.

* On désignait sous le nom de communes les villes qui surgissaient en France avant même qu'elles eussent conquis sur leurs seigneurs et maîtres féodaux l'autonomie locale et les droits politiques du « tiers état ». D'une façon générale, l'Angleterre apparaît ici en tant que pays type du développement économique de la bourgeoisie ; la France en tant que pays type de son développement politique. (*Note de Engels pour l'édition anglaise de 1888.*)

La bourgeoisie, partout où elle a conquis le pouvoir, a détruit les rapports féodaux, patriarcaux et idylliques. Elle a brisé sans pitié tous les liens complexes et variés qui unissent l'homme féodal à ses « supérieurs naturels » pour ne laisser subsister d'autre lien, entre l'homme et l'homme, que le froid intérêt, les dures exigences du « paiement au comptant ». Elle a noyé dans les eaux glacées du calcul égoïste les frissons sacrés de l'extase religieuse, de l'enthousiasme chevaleresque, de la sentimentalité petite-bourgeoise. Elle a fait de la dignité personnelle une simple valeur d'échange ; elle a substitué aux nombreuses libertés, si chèrement conquises, l'unique et impitoyable liberté du commerce. En un mot, elle a remplacé l'exploitation dissimulée sous les illusions religieuses et politiques par l'exploitation ouverte, cynique, directe, brutale.

La bourgeoisie a dépouillé de leur auréole toutes les activités qui passaient jusque-là pour vénérables et qu'on considérait avec respect et crainte religieuse. Elle a transformé le médecin, le juriste, le prêtre, le poète, le savant, en salariés à sa solde.

La bourgeoisie a arraché le voile de sentimentalité qui recouvrait les relations familiales et les a ramenés à un simples rapports d'argent.

La bourgeoisie a dévoilé comment la brutale manifestation de la force au Moyen Âge, tant admirée par les réactionnaires trouvait son complément naturel dans la paresse la plus crasse. C'est elle qui, la première, a

prouvé ce que peut accomplir l'activité humaine. Elle a créé bien d'autres merveilles que les pyramides d'Égypte, les aqueducs romains, les cathédrales gothiques ; elle a conduit bien d'autres expéditions que les invasions et les croisades.

La bourgeoisie ne peut exister sans révolutionner constamment les instruments de production, donc les rapports de production, c'est-à-dire l'ensemble des rapports sociaux. Le maintien sans changement de l'ancien mode de production était, au contraire, pour toutes les classes industrielles antérieures, la condition première de leur existence. Le bouleversement continu de la production, l'ébranlement ininterrompu de tout le système social, cette agitation et cette insécurité perpétuelles distinguent l'époque bourgeoise de toutes celles qui l'ont précédée. Tous les rapports sociaux, figés et couverts de rouille, avec leur cortège de conceptions et d'idées antiques et vénérables, se dissolvent, ceux qui les remplacent vieillissent avant d'avoir pu prendre consistance. Tout ce qu'il avait établi et assuré part en fumé, tout ce qu'il y avait de sacré est profané, et les hommes sont contraints enfin d'envisager leurs conditions d'existence et leurs rapports réciproques avec d'un œil désabusé.

Poussée par le besoin de débouchés toujours plus étendus pour ses produits, la bourgeoisie envahit le globe entier. Il lui faut s'implanter partout, exploiter partout, établir partout des relations.

Par l'exploitation du marché mondial, la bourgeoisie donne un caractère cosmopolite à la production et à la consommation de tous les pays. Pour le plus grand regret des réactionnaires, elle a enlevé à l'industrie sa base nationale. Les vieilles industries nationales ont été détruites et le sont encore chaque jour. Elles sont remplacées par de nouvelles industries, dont l'introduction devient une question de vie ou de mort pour toutes les nations civilisées : ces industries n'emploient plus des matières premières indigènes, mais des matières premières venues des régions les plus lointaines, et leurs produits sont consommés non seulement dans le pays même, mais dans toutes les parties du globe. Les anciens besoins qui étaient satisfaits par les produits nationaux font place à des besoins nouveaux, réclamant pour leur satisfaction les produits des pays et des climats les plus lointains. L'ancien isolement des provinces et des nations se suffisant à elles-mêmes, a fait place à une circulation universelle, une interdépendance universelle des nations. Et ce qui est vrai de la production matérielle ne l'est pas moins des productions intellectuelles. Les œuvres intellectuelles d'une nation deviennent bien commun. L'étroitesse et l'exclusivisme nationaux deviennent de jour en jour plus impossibles et de la somme des littératures nationales et locales naît une littérature mondiale.

Par le rapide perfectionnement des instruments de production et l'amélioration infinie des moyens de com-

munication, la bourgeoisie entraîne dans le courant de la civilisation jusqu'aux nations les plus barbares. Le bon marché de ses produits est son artillerie lourde qui bat en brèche toutes les murailles de Chine et contraint à la capitulation les barbares les plus opiniâtrement xénophobes. Sous peine de mort, elle force toutes les nations à adopter le mode bourgeois de production ; elle les force à introduire chez elle la prétendue civilisation, c'est-à-dire à devenir bourgeoises. En un mot, elle se façonne un monde à son image.

La bourgeoisie a soumis la campagne à la ville. Elle a créé d'énormes cités ; elle a prodigieusement augmenté la population des villes par rapport à celles des campagnes, et par là, elle a arraché une grande partie de la population à l'abrutissement de la vie rurale. De même qu'elle a soumis la campagne à la ville, les pays barbares ou demi-barbares aux pays civilisés, elle a subordonné les peuples de paysans aux peuples de bourgeois, l'Orient à l'Occident.

La bourgeoisie supprime de plus en plus l'émiettement des moyens de production, de la propriété et de la population. Elle a aggloméré la population, centralisée les moyens de production et concentré la propriété dans les mains de quelques-uns. La conséquence nécessaire de ces changements a été la centralisation politique. Des provinces indépendantes, tout juste fédérées entre elles, avec des intérêts, des lois, des gouvernements, des tarifs douaniers différents, ont été réunies en une

seule nation, avec un seul gouvernement, une seule loi, un seul intérêt national de classe, derrière un seul cordon douanier.

La bourgeoisie a créé, en un siècle à peine de domination de classe, des forces productives plus nombreuses et plus colossales que toutes les générations passées réunies. La domestication des forces naturelles, le machinisme, l'application de la chimie à l'industrie et à l'agriculture, la navigation à vapeur, les chemins de fer, les télégraphes électriques, le défrichement de continents entiers, la régularisation des fleuves, des populations entières jaillissent du sol – quel siècle antérieur aurait soupçonné que de pareilles forces productives sommeillaient au sein du travail social ?

Nous avons donc vu : les moyens de production et d'échange sur la base desquels s'est édifiée la bourgeoisie, furent créés à l'intérieur de la société féodale. À un certain stade du développement de ces moyens de production et d'échange, les conditions dans lesquelles la société féodale produisait et échangeait, l'organisation féodale de l'agriculture et de la manufacture, en un mot les conditions de la propriété féodale, cessèrent de correspondre aux forces productives en plein développement. Elles entravaient la production au lieu de la faire progresser. Elles se transformèrent en autant de chaînes. Il fallait les briser. Et on les brisa. Elles furent remplacées par la libre concurrence avec une organisa-

tion sociale et politique appropriée, avec la suprématie économique et politique de la classe bourgeoise.

Nous assistons aujourd'hui à un processus analogue. Les conditions bourgeoises de production et d'échange, le régime bourgeois de la propriété, la société bourgeoise moderne, qui a fait surgir de si puissants moyens de production et d'échange, ressemblent au sorcier qui ne sait plus maîtriser les puissances infernales qu'il a évoquées. Depuis des dizaines d'années, l'histoire de l'industrie et du commerce n'est plus que l'histoire de la révolte des forces productives modernes contre les rapports modernes de production, contre le régime de propriété qui conditionnent l'existence de la bourgeoisie et sa domination. Il suffit de mentionner les crises commerciales qui, par leur retour périodique, menacent de plus en plus l'existence de la société bourgeoise. Chaque crise détruit régulièrement non seulement une masse de produits déjà créés, mais encore une grande partie des forces productives déjà existantes elles-mêmes. Une épidémie qui, à toute autre époque, eût semblé une absurdité, s'abat sur la société : l'épidémie de la surproduction. La société se trouve subitement ramenée à un état de barbarie momentanée ; on dirait qu'une famine, une guerre d'extermination lui ont coupé tous ses moyens de subsistance : l'industrie et le commerce semblent anéantis. Et pourquoi ? Parce que la société a trop de civilisation, trop de moyens de subsistance, trop

d'industrie, trop de commerce. Les forces productives dont elle dispose ne favorisent plus le régime de la propriété bourgeoise ; au contraire, elles sont devenues trop puissantes pour ce régime qui alors leur fait obstacle ; et toutes les fois que les forces productives sociales triomphent de cet obstacle, elles précipitent dans le désordre la société bourgeoise tout entière et menacent l'existence de la propriété bourgeoise. Le système bourgeois est devenu trop étroit pour contenir les richesses créées dans son sein. – Comment la bourgeoisie surmonte-t-elle ces crises ? D'une part en détruisant par la violence une masse de forces productives ; d'autre part en conquérant de nouveaux marchés et en exploitant plus à fond les anciens. À quoi cela aboutit-il ? À préparer des crises plus générales et plus formidables et à diminuer les moyens de les prévenir. Les armes dont la bourgeoisie s'est servie pour abattre la féodalité se retournent aujourd'hui contre la bourgeoisie elle-même.

Mais la bourgeoisie n'a pas seulement forgé les armes qui la mettront à mort ; elle a produit aussi les hommes qui manieront ces armes, les ouvriers modernes, les *prolétaires*.

À mesure que grandit la bourgeoisie, c'est-à-dire le capital, se développe aussi le prolétariat, la classe des ouvriers modernes qui ne vivent qu'à la condition de trouver du travail et qui n'en trouvent que si leur travail accroît le capital. Ces ouvriers, contraints de se vendre au jour le jour, sont une marchandise, un article

de commerce comme un autre ; ils sont exposés, par conséquent, à toutes les vicissitudes de la concurrence, à toutes les fluctuations du marché.

Le développement du machinisme et la division du travail, en faisant perdre au travail de l'ouvrier tout caractère d'autonomie, lui ont fait perdre tout attrait. Le producteur devient un simple accessoire de la machine, on n'exige de lui que l'opération la plus simple, la plus monotone, la plus vite apprise. Par conséquent, ce que coûte l'ouvrier se réduit, à peu de chose près, au coût de ce qu'il lui faut pour s'entretenir et perpétuer sa descendance. Or, le prix du travail, comme celui de toute marchandise, est égal à son coût de production. Donc, plus le travail devient répugnant, plus les salaires baissent. Bien plus, la somme de labeur s'accroît avec le développement du machinisme et de la division du travail, soit par l'augmentation des heures ouvrables, soit par l'augmentation du travail exigé dans un temps donné, l'accélération du mouvement des machines, etc.

L'industrie moderne a transformé le petit atelier du maître artisan patriarcal en la grande usine du capitalisme industriel. Des masses d'ouvriers, entassés dans l'usine, sont organisées militairement. Simples soldats de l'industrie, ils sont placés sous la surveillance d'une hiérarchie complète de sous-officiers et d'officiers. Ils ne sont pas seulement les esclaves de la classe bourgeoise, de l'État bourgeois, mais encore, chaque jour, à chaque heure, les esclaves de la machine, du contremaître et

surtout du bourgeois fabricant lui-même. Plus ce despotisme proclame ouvertement le profit comme son but unique, plus il devient mesquin, odieux, exaspérant.

Moins le travail exige d'habileté et de force, c'est-à-dire plus l'industrie moderne progresse, et plus le travail des hommes est supplanté par celui des femmes et des enfants. Les distinctions d'âge et de sexe n'ont plus d'importance sociale pour la classe ouvrière. Il n'y a plus que des instruments de travail, dont le coût varie suivant l'âge et le sexe.

Une fois que l'ouvrier a subi l'exploitation du fabricant et qu'on lui donne son salaire en argent comptant, il devient la proie d'autres membres de la bourgeoisie, le propriétaire, le détaillant, le prêteur sur gages, etc., lui tombent dessus.

Petits industriels, marchands et rentiers, artisans et paysans, tout l'échelon inférieur des classes moyennes de jadis, tombent dans le prolétariat; d'une part, parce que leurs faibles capitaux ne leur permettant pas d'employer les procédés de la grande industrie, ils succombent dans leur concurrence avec les grands capitalistes; d'autre part, parce que leur habileté technique est dépréciée par les méthodes nouvelles de production. De sorte que le prolétariat se recrute dans toutes les classes de la population.

Le prolétariat passe par différentes phases d'évolution. Sa lutte contre la bourgeoisie commence avec son existence même.

La lutte est engagée d'abord par des ouvriers isolés, ensuite par les ouvriers d'une même usine, enfin par les ouvriers d'une même branche d'industrie, dans une même localité, contre le bourgeois qui les exploite directement. Ils ne dirigent pas seulement leurs attaques contre les rapports bourgeois de production : ils les dirigent contre les instruments de production eux-mêmes ; ils détruisent les marchandises étrangères qui leur font concurrence, brisent les machines, brûlent les usines et s'efforcent de reconquérir la position perdue de l'artisan du Moyen Âge.

À ce stade, le prolétariat forme une masse disséminée à travers le pays et émiettée par la concurrence. S'il arrive que les ouvriers se soutiennent par l'action de masse, ce n'est pas encore là le résultat de leur propre union, mais de celle de la bourgeoisie qui, pour atteindre ses fins politiques propres, doit mettre en branle le prolétariat tout entier, et qui possède encore provisoirement le pouvoir de le faire. Durant cette phase, les prolétaires ne combattent donc pas leurs propres ennemis, mais les ennemis de leurs ennemis, c'est-à-dire les vestiges de la monarchie absolue, propriétaires fonciers, bourgeois non industriels, petits bourgeois. Tout le mouvement historique est de la sorte concentré entre les mains de la bourgeoisie ; toute victoire remportée dans ces conditions est une victoire bourgeoise.

Or, le développement de l'industrie, non seulement accroît le nombre des prolétaires, mais les concentre

en masses plus considérables; la force des prolétaires augmente et ils en prennent mieux conscience. Les intérêts, les conditions d'existence au sein du prolétariat, s'égalisent de plus en plus, à mesure que la machine efface toute différence dans le travail et réduit presque partout le salaire à un niveau également bas. Par suite de la concurrence croissante des bourgeois entre eux et des crises commerciales qui en résultent, les salaires deviennent de plus en plus instables; le perfectionnement constant et toujours plus rapide de la machine rend la condition de l'ouvrier de plus en plus précaire; les collisions individuelles entre l'ouvrier et le bourgeois prennent de plus en plus le caractère de collisions entre deux classes. Les ouvriers commencent par former des coalitions contre les bourgeois pour la défense de leurs salaires. Ils vont jusqu'à constituer des associations permanentes pour être prêts en vue de rébellions éventuelles. Çà et là, la lutte éclate en émeute.

Parfois, les ouvriers triomphent; mais c'est un triomphe éphémère. Le résultat véritable de leurs luttes est moins le succès immédiat que l'union grandissante des travailleurs. Cette union est facilitée par l'accroissement des moyens de communication qui sont créés par une grande industrie et qui permettent aux ouvriers de localités différentes de prendre contact. Or, il suffit de cette prise de contact pour centraliser les nombreuses luttes locales, qui partout revêtent le même caractère, en une lutte nationale, en une lutte de classes. Mais

toute lutte de classes est une lutte politique, et l'union que les bourgeois du moyen âge mettaient des siècles à établir avec leurs chemins vicinaux, les prolétaires modernes la réalisent en quelques années grâce aux chemins de fer.

Cette organisation du prolétariat en classe, et donc en parti politique, est sans cesse détruite de nouveau par la concurrence que se font les ouvriers entre eux. Mais elle renaît toujours, et toujours plus forte, plus ferme, plus puissante. Elle profite des dissensions intestines de la bourgeoisie pour l'obliger à reconnaître, sous forme de loi, certains intérêts de la classe ouvrière : par exemple le *bill* de dix heures en Angleterre.

En général, les collisions qui se produisent dans la vieille société favorisent de diverses manières le développement du prolétariat. La bourgeoisie vit dans un état de guerre perpétuel ; d'abord contre l'aristocratie, puis contre ces fractions de la bourgeoisie même dont les intérêts entrent en conflit avec le progrès de l'industrie, et toujours, enfin, contre la bourgeoisie de tous les pays étrangers. Dans toutes ces luttes, elle se voit obligée de faire appel au prolétariat, de revendiquer son aide et de l'entraîner ainsi dans le mouvement politique. Si bien que la bourgeoisie fournit aux prolétaires les éléments de sa propre éducation, c'est-à-dire des armes contre elle-même.

De plus, ainsi que nous venons de le voir, des fractions entières de la classe dominante sont, par le pro-

grès de l'industrie, précipitées dans le prolétariat, ou sont menacées, tout au moins, dans leurs conditions d'existence. Elles aussi apportent au prolétariat une foule d'éléments d'éducation.

Enfin, au moment où la lutte des classes approche de l'heure décisive, le processus de décomposition de la classe dominante, de la vieille société tout entière, prend un caractère si violent et si âpre qu'une petite fraction de la classe dominante se détache de celle-ci et se rallie à la classe révolutionnaire, à la classe qui porte en elle l'avenir. De même que, jadis, une partie de la noblesse passa à la bourgeoisie, de nos jours une partie de la bourgeoisie passe au prolétariat, et, notamment, cette partie des idéologues bourgeois qui se sont haussés jusqu'à la compréhension théorique de l'ensemble du mouvement historique.

De toutes les classes qui, à l'heure présente, s'opposent à la bourgeoisie, le prolétariat seul est une classe vraiment révolutionnaire. Les autres classes périssent et périclitent avec la grande industrie ; le prolétariat, au contraire, en est le produit le plus authentique.

Les classes moyennes, petits industriels, commerçants, artisans, paysans, tous combattent la bourgeoisie parce qu'elle est une menace pour leur existence en tant que classes moyennes. Elles ne sont donc pas révolutionnaires, mais conservatrices ; bien plus, elles sont réactionnaires : elles cherchent à faire tourner à l'envers la roue de l'histoire. Si elles sont révolutionnaires, c'est en

considération de leur passage imminent au prolétariat : elles défendent alors leurs intérêts futurs et non leurs intérêts actuels ; elles abandonnent leur propre point de vue pour se placer à celui du prolétariat.

Quant au « lumpenprolétariat* », cette putréfaction passive des couches inférieures de la vieille société, il peut se trouver, çà et là, entraîné dans le mouvement par une révolution prolétarienne ; cependant, ses conditions de vie le disposeront plutôt à se vendre à la réaction.

Les conditions d'existence de la vieille société sont déjà détruites dans les conditions d'existence du prolétariat. Le prolétaire ne possède rien ; ses relations avec sa femme et ses enfants n'ont plus rien de commun avec celles de la famille bourgeoise ; le travail industriel moderne, l'asservissement de l'ouvrier au capital, aussi bien en Angleterre qu'en France, en Amérique qu'en Allemagne, l'ont dépouillé de tout caractère national. Les lois, la morale, la religion sont à ses yeux autant de préjugés bourgeois derrière lesquels se cachent autant d'intérêts bourgeois.

Toutes les classes qui, dans le passé, se sont emparées du pouvoir essayaient de consolider leur situation acquise en soumettant la société aux conditions qui leur

* Le lumpenprolétariat (terme emprunté de l'allemand où le mot « Lumpen » veut dire « haillons »), éléments déclassés, voyous, mendiants, voleurs, etc. Le lumpenprolétariat est incapable de mener une lutte politique organisée ; son instabilité morale, son penchant pour l'aventure permettent à la bourgeoisie d'utiliser ses représentants comme briseurs de grève, membres des bandes de pogrom, etc. (Note du traducteur)

assuraient leurs revenus propres. Les prolétaires ne peuvent se rendre maîtres des forces productives sociales qu'en abolissant leur propre mode d'appropriation d'aujourd'hui et, par suite, tout le mode d'appropriation en vigueur jusqu'à nos jours. Les prolétaires n'ont rien à sauvegarder qui leur appartienne, ils ont à détruire toute garantie privée, toute sécurité privée antérieure.

Tous les mouvements historiques ont été, jusqu'ici, accomplis par des minorités ou au profit des minorités. Le mouvement prolétarien est le mouvement spontané de l'immense majorité au profit de l'immense majorité. Le prolétariat, couche inférieure de la société actuelle, ne peut se soulever, se redresser, sans faire sauter toute la superstructure des couches qui constituent la société officielle.

La lutte du prolétariat contre la bourgeoisie, bien qu'elle ne soit pas, quant au fond, une lutte nationale, en revêt cependant tout d'abord la forme. Il va sans dire que le prolétariat de chaque pays doit en finir, avant tout, avec sa propre bourgeoisie.

En esquissant à grands traits les phases du développement du prolétariat, nous avons retracé l'histoire de la guerre civile, plus ou moins larvée, qui travaille la société actuelle jusqu'à l'heure où cette guerre éclate en révolution ouverte, et où le prolétariat fonde sa domination par le renversement violent de la bourgeoisie.

Toutes les sociétés antérieures, nous l'avons vu, ont reposé sur l'antagonisme entre classes opprimantes et

de classes opprimées. Mais, pour opprimer une classe, il faut pouvoir lui garantir des conditions d'existence qui lui permettent, au moins, de vivre dans la soumission. Le serf, en plein servage, est parvenu à devenir membre d'une commune, de même que le petit-bourgeois s'est élevé au rang de bourgeois, sous le joug de l'absolutisme féodal. L'ouvrier moderne au contraire, loin de s'élever avec le progrès de l'industrie, descend toujours plus bas, au-dessous même des conditions de vie de sa propre classe. Le travailleur devient un pauvre, et le paupérisme s'accroît plus rapidement encore que la population et la richesse. Il est donc manifeste que la bourgeoisie est incapable de remplir plus longtemps son rôle de classe dirigeante et d'imposer à la société, comme loi régulatrice, les conditions d'existence de sa classe. Elle ne peut plus régner, parce qu'elle est incapable d'assurer l'existence de son esclave dans le cadre de son esclavage, parce qu'elle est obligée de le laisser déchoir au point de devoir le nourrir au lieu de se faire nourrir par lui. La société ne peut plus vivre sous sa domination, ce qui revient à dire que l'existence de la bourgeoisie n'est plus compatible avec celle de la société.

La condition essentielle de l'existence et de la domination de la classe bourgeoise est l'accumulation de la richesse aux mains des particuliers, la formation et l'accroissement du Capital; la condition d'existence du capital, c'est le salariat. Le salariat repose exclusivement sur la concurrence des ouvriers entre eux. Le progrès

de l'industrie, dont la bourgeoisie est l'agent sans volonté propre et sans résistance, substitue à l'isolement des ouvriers résultant de leur concurrence, leur union révolutionnaire par l'association. Ainsi, le développement de la grande industrie sape, sous les pieds de la bourgeoisie, le terrain même sur lequel elle a établi son système de production et d'appropriation. Avant tout, la bourgeoisie produit ses propres fossoyeurs. Sa chute et la victoire du prolétariat sont également inévitables.

ANARCHIE ET COMMUNISME

CARLO CAFIERO, 1880

Au congrès tenu à Paris par la région du Centre, un orateur, qui s'est distingué par son acharnement contre les anarchistes, disait :

– Communisme et anarchie hurlent de se trouver ensemble.

Un autre orateur qui parlait aussi contre les anarchistes, mais avec moins de violence, s'est écrié, en parlant d'égalité économique :

– Comment la liberté peut-elle être violée, lorsque l'égalité existe ?

Eh bien ! je pense que les deux orateurs avaient tort.

On peut parfaitement avoir l'égalité économique, sans avoir la moindre liberté. Certaines communautés religieuses en sont une preuve vivante, puisque la plus complète égalité y existe en même temps que le des-

potisme. La complète égalité, car le chef s'habille du même drap et mange à la même table que les autres; il ne se distingue d'eux que par le droit de commander qu'il possède. Et les partisans de « l'État populaire »? S'ils ne rencontraient pas d'obstacles de toute sorte, je suis sûr qu'ils finiraient par réaliser la parfaite égalité, mais, en même temps aussi le plus parfait despotisme, car, ne l'oublions pas, le despotisme de l'État actuel augmenterait du despotisme économique de tous les capitaux qui passeraient aux mains de l'État, et le tout serait multiplié par toute la centralisation nécessaire à ce nouvel État. Et c'est pour cela que nous, les anarchistes, amis de la liberté, nous nous proposons de les combattre à outrance.

Ainsi, contrairement à ce qui a été dit, on a parfaitement raison de craindre pour la liberté, lors même que l'égalité existe; tandis qu'il ne peut y avoir aucune crainte pour l'égalité là où existe la vraie liberté, c'est-à-dire l'anarchie.

Enfin, anarchie et communisme, loin de hurler de se trouver ensemble, hurleraient de ne pas se trouver ensemble, car ces deux termes, synonymes de liberté et d'égalité, sont les deux termes nécessaires et indivisibles de la révolution.

Notre idéal révolutionnaire est très simple, on le voit : il se compose, comme celui de tous nos devanciers,

de ces deux termes : liberté et égalité. Seulement il y a une petite différence.

Instruits par les escamotages que les réactionnaires de toute sorte et de tout temps ont faits de la liberté et de l'égalité, nous nous sommes avisés de mettre, à côté de ces deux termes, l'expression de leur valeur exacte. Ces deux monnaies précieuses ont été si souvent falsifiées, que nous tenons enfin à en connaître et à en mesurer la valeur exacte.

Nous plaçons donc, à côté de ces deux termes : liberté et égalité, deux équivalents dont la signification nette ne peut pas prêter à l'équivoque, et nous disons : « Nous voulons la liberté, c'est-à-dire l'anarchie, et l'égalité, c'est-à-dire le communisme. »

Anarchie, aujourd'hui, c'est l'attaque, c'est la guerre à toute autorité, à tout pouvoir, à tout État. Dans la société future, l'anarchie sera la défense, l'empêchement apporté au rétablissement de toute autorité, de tout pouvoir, de tout État : pleine et entière liberté de l'individu qui, librement et poussé seulement par ses besoins, par ses goûts et ses sympathies, se réunit à d'autres individus dans le groupe ou dans l'association ; libre développement de l'association qui se fédère avec d'autres dans la commune ou dans le quartier ; libre développement des communes qui se fédèrent dans la région – et ainsi de suite : les régions dans la nation ; les nations dans l'humanité.

Le communisme, la question qui nous occupe plus spécialement aujourd'hui, est le second point de notre idéal révolutionnaire.

Le communisme actuellement, c'est encore l'attaque; ce n'est pas la destruction de l'autorité, mais c'est la prise de possession, au nom de toute l'humanité, de toute la richesse existant sur le globe. Dans la société future, le communisme sera la jouissance de toute la richesse existante, par tous les hommes et selon le principe : De chacun selon ses facultés, à chacun selon ses besoins, c'est-à-dire : de chacun et à chacun suivant sa volonté.

Il faut remarquer – et ceci répond surtout à nos adversaires, les communistes autoritaires ou étatistes – que la prise de possession et la jouissance de toute la richesse existante doivent être, selon nous, le fait du peuple lui-même. Le peuple, l'humanité, n'étant pas des individus capables de saisir la richesse et la tenir dans leurs deux mains, on a voulu en conclure, il est vrai, qu'il faut, pour cette raison, instituer toute une classe de dirigeants, de représentants et de dépositaires de la richesse commune. Mais nous ne partageons pas cet avis. Pas d'intermédiaires, pas de représentants qui finissent toujours par ne représenter qu'eux-mêmes! Pas de modérateurs de l'égalité, pas davantage de modérateurs de la liberté! Pas de nouveau gouvernement, pas de nouvel État, dût-il se dire populaire ou démocrate, révolutionnaire ou provisoire.

La richesse commune étant disséminée sur toute la terre, tout en appartenant de droit à l'humanité entière, ceux donc qui se trouvent à la portée de cette richesse et en mesure de l'utiliser l'utiliseront en commun. Les gens de tel pays utiliseront la terre, les machines, les ateliers, les maisons, etc., du pays et ils s'en serviront tous en commun. Partie de l'humanité, ils exerceront ici, de fait et directement, leur droit sur une part de la richesse humaine. Mais si un habitant de Pékin venait dans ce pays, il se trouverait avoir les mêmes droits que les autres ; il jouirait en commun avec les autres de toute la richesse du pays, de la même façon qu'il l'eût fait à Pékin.

Il s'est donc bien trompé, cet orateur qui a dénoncé les anarchistes comme voulant constituer la propriété des corporations. La belle affaire que l'on ferait, si l'on détruisait l'État pour le remplacer par une multitude de petits États ! Tuer le monstre à une tête pour entretenir le monstre à mille têtes !

Non ; nous l'avons dit, et nous ne cesserons de le répéter : point d'entremetteurs, point de courtiers et d'obligeants serviteurs qui finissent toujours par devenir les vrais maîtres : nous voulons que toute la richesse existante soit prise directement par le peuple lui-même, qu'elle soit gardée par ses mains puissantes, et qu'il décide lui-même de la meilleure manière d'en jouir, soit pour la production, soit pour la consommation.

Mais on nous demande : le communisme est-il applicable ? Aurions-nous assez de produits pour laisser à chacun le droit d'en prendre à sa volonté, sans réclamer des individus plus de travail qu'ils ne voudront en donner ?

Nous répondons : oui. Certainement, on pourra appliquer ce principe : de chacun et à chacun suivant sa volonté, parce que, dans la société future, la production sera si abondante qu'il n'y aura nul besoin de limiter la consommation, ni de réclamer des hommes plus d'ouvrage qu'ils ne pourront ou ne voudront en donner.

Cette immense augmentation de production, dont on ne saurait même aujourd'hui se faire une juste idée, peut se deviner par l'examen des causes qui la provoqueront. Ces causes peuvent se réduire à trois principales :

1. L'harmonie de la coopération dans les diverses branches de l'activité humaine, substituée à la lutte actuelle qui se traduit dans la concurrence ;
2. L'introduction sur une immense échelle des machines de toutes sortes ;
3. L'économie considérable des forces du travail, des instruments de travail et des matières premières, réalisée par la suppression de la production nuisible ou inutile.

La concurrence, la lutte est un des principes fondamentaux de la production capitaliste, qui a pour devise : *Mors tua vita mea*, ta mort est ma vie. La ruine de l'un fait la fortune de l'autre. Et cette lutte acharnée se fait de nation à nation, de région à région, d'individu à individu, entre travailleurs aussi bien qu'entre capitalistes. C'est une guerre au couteau, un combat sous toutes les formes : corps à corps, par bandes, par escouades, par régiments, par corps d'armée. Un ouvrier trouve de l'ouvrage où un autre en perd ; une industrie ou plusieurs industries prospèrent, lorsque telles ou telles industries périclitent.

Eh bien ! imaginez-vous lorsque, dans la société future, ce principe individualiste de la production capitaliste, chacun pour soi et contre tous, et tous contre chacun, sera remplacé par le vrai principe de la sociabilité humaine : chacun pour tous et tous pour chacun – quel immense changement n'obtiendra-t-on pas dans les résultats de la production ? Imaginez-vous quelle sera l'augmentation de la production, lorsque chaque homme, loin d'avoir à lutter contre tous les autres, sera aidé par eux, quand il les aura, non plus comme ennemis, mais comme coopérateurs. Si le travail collectif de dix hommes atteint des résultats absolument impossibles pour un homme isolé, combien grands seront les résultats obtenus par la grande coopération de tous les hommes qui, aujourd'hui, travaillent hostilement les uns contre les autres ?

Et les machines ? L'apparition de ces puissants auxiliaires du travail, si grande qu'elle nous paraisse aujourd'hui, n'est que très minime en comparaison de ce qu'elle sera dans la société à venir.

La machine a contre elle, aujourd'hui, souvent l'ignorance du capitaliste, mais plus souvent encore son intérêt. Combien de machines restent inappliquées uniquement parce quelles ne rapportent pas un bénéfice immédiat au capitaliste ?

Est-ce qu'une compagnie houillère, par exemple, ira se mettre en frais pour sauvegarder les intérêts des ouvriers et construira de coûteux appareils pour descendre les mineurs dans les puits ? Est-ce que la municipalité introduira une machine pour casser les pierres, lorsque ce travail lui fournit le moyen de faire à bon marché de l'aumône aux affamés ? Que de découvertes, que d'applications de la science restent lettre morte, uniquement parce qu'elles ne rapporteraient pas assez au capitaliste !

Le travailleur lui-même est aujourd'hui l'ennemi des machines, et ceci avec raison, puisqu'elles sont vis-à-vis de lui le monstre qui vient le chasser de l'usine, l'affamer, le dégrader, le torturer, l'écraser. Et quel immense intérêt il aura, au contraire, à en augmenter le nombre lorsqu'il ne sera plus au service des machines ; au contraire, elles-mêmes seront à son service, l'aidant et travaillant pour son bien-être !

Enfin, il faut tenir compte de l'immense économie qui sera faite sur les trois éléments du travail : la force, les instruments et la matière, qui sont horriblement gaspillés aujourd'hui, puisqu'on les emploie à la production de choses absolument inutiles, quand elles ne sont pas nuisibles à l'humanité.

Combien de travailleurs, combien de matières et combien d'instruments de travail ne sont-ils pas employés aujourd'hui par l'armée de terre et de mer, pour construire les navires, les forteresses, les canons et tous ces arsenaux d'armes offensives et défensives ! Combien de ces forces sont usées à produire des objets de luxe qui ne servent qu'à satisfaire des besoins de vanité et de corruption !

Et lorsque toute cette force, toutes ces matières, tous ces instruments de travail seront employés à l'industrie, à la production d'objets qui eux-mêmes serviront à produire, quelle prodigieuse augmentation de la production ne verrons-nous pas surgir !

Oui, le communisme est applicable ! On pourra bien laisser à chacun prendre à volonté ce dont il aura besoin, puisqu'il y en aura assez pour tous. On n'aura plus besoin de demander plus de travail que chacun n'en voudra donner, parce qu'il y aura toujours assez de produits pour le lendemain.

Et c'est grâce à cette abondance que le travail perdra le caractère ignoble de l'asservissement, en lui laissant seulement le charme d'un besoin moral et physique, comme celui d'étudier, de vivre avec la nature.

Ce n'est pas tout d'affirmer que le communisme est chose possible nous pouvons affirmer qu'il est nécessaire. Non seulement on peut être communiste ; il faut l'être sous peine de manquer le but de la révolution.

En effet, après la mise en commun des instruments de travail et des matières premières, si nous conservions l'appropriation individuelle des produits du travail, nous nous trouverions forcés de conserver la monnaie, partant une accumulation de richesses plus ou moins grande, selon plus ou moins de mérite, ou plutôt d'adresse des individus. L'égalité aurait ainsi disparu, puisque celui qui parviendrait à posséder plus de richesses se serait déjà élevé par cela même au-dessus du niveau des autres. Il ne resterait plus qu'un pas à faire pour que les contre-révolutionnaires établissent le droit d'héritage. Et, en effet, j'ai entendu un socialiste de renom, soi-disant révolutionnaire, qui soutenait l'attribution individuelle des produits, finir par déclarer qu'il ne verrait pas d'inconvénients à ce que la société admît la transmission de ces produits en héritage : la chose selon lui, ne porterait pas à conséquence. Pour nous qui connaissons de près les résultats auxquels la société en est arrivée avec cette accumulation des richesses et

leur transmission par héritage, il ne peut pas y avoir de doute à ce sujet.

Mais l'attribution individuelle des produits rétablirait non seulement l'inégalité parmi les hommes, elle rétablirait encore l'inégalité entre les différents genres de travail. Nous verrions reparaître immédiatement le travail « propre » et le travail « malpropre », le travail « noble » et le travail « ignoble » : le premier serait fait par les plus riches, le second serait l'attribution des plus pauvres. Alors ce ne serait plus la vocation et le goût personnel qui détermineraient l'homme à s'adonner à tel genre d'activité plutôt qu'à un autre : ce serait l'intérêt, l'espoir de gagner davantage dans telle profession. Ainsi renaîtraient la paresse et la diligence, le mérite et le démérite, le bien et le mal, le vice et la vertu, et, par conséquent, la « récompense », d'un côté, et la « punition », de l'autre, la loi, le juge, le sbire et la prison.

Il y a des socialistes qui persistent à soutenir cette idée de l'attribution individuelle des produits du travail en faisant valoir le sentiment de la justice.

Étrange illusion ! Avec le travail collectif, que nous impose la nécessité de produire en grand et d'appliquer sur une large échelle les machines, avec cette tendance, toujours plus grande, du travail moderne à se servir du travail des générations précédentes – comment pourra déterminer ce qui est la part du produit de l'un et la part du produit d'un autre ? C'est absolument impossible, et nos adversaires le reconnaissent si bien eux-mêmes,

qu'ils finissent par dire : « Eh bien ! nous prendrons pour base de la répartition l'heure de travail » ; mais, en même temps, ils admettent eux-mêmes que ce serait injuste, puisque trois heures du travail de Pierre peuvent souvent valoir cinq heures du travail de Paul.

Autrefois nous nous disions « collectivistes », puisque c'était le mot qui nous distinguait des individualistes et des communistes autoritaires ; mais, au fond, nous étions tout bonnement communistes antiautoritaires, et en nous disant « collectivistes », nous pensions exprimer par ce nom notre idée que tout doit être mis en commun, sans faire de différence entre les instruments et matières de travail et les produits du travail collectif.

Mais, un beau jour, nous avons vu surgir encore une nouvelle nuance de socialistes qui, ressuscitant les errements du passé, se mirent à philosopher, à distinguer, à différencier sur cette question, et qui finirent par se faire les apôtres de la thèse suivante :

« Il existe – disent-ils – des valeurs d'usage et des valeurs de production. Les valeurs d'usage sont celles que nous employons à satisfaire nos besoins personnels : c'est la maison que nous habitons, les vivres que nous consommons, les vêtements, les livres, etc., tandis que les valeurs de production sont celles dont nous nous servons pour produire : c'est l'atelier, les hangars, l'étable, les magasins, les machines et les instruments de

travail de toute sorte, le sol, matières de travail, etc. Les premières valeurs qui servent à satisfaire les besoins de l'individu – disent-ils – doivent être d'attribution individuelle, tandis que les secondes, celles qui servent à tous pour produire, doivent être d'attribution collective. »

Telle fut la nouvelle théorie économique trouvée, ou plutôt renouvelée pour le besoin.

Mais je vous demande, à vous qui donnez l'aimable titre de valeur de production au charbon qui sert à alimenter la machine, à l'huile servant pour la graisser, à l'huile qui éclaire sa marche – pourquoi le refuserez-vous au pain et, à la viande dont je me nourris, à l'huile dont j'assaisonne ma salade, au gaz qui éclaire mon travail, à tout ce qui sert à faire vivre et marcher la plus parfaite de toutes les machines, le père de toutes les machines : l'homme ?

Vous classez dans les valeurs de production la prairie et l'étable qui sert à abriter les bœufs et les chevaux et vous voulez en exclure les maisons et les jardins qui servent au plus noble de tous les animaux : l'homme ?

Où est donc votre logique ?

D'ailleurs, vous-mêmes qui vous faites les apôtres de cette théorie, vous savez parfaitement que cette démarcation n'existe pas en réalité, et que, s'il est difficile de la tracer aujourd'hui, elle disparaîtra complètement le jour où tous seront producteurs en même temps que consommateurs.

Ce n'est donc pas cette théorie, on le voit, qui aurait pu donner une force nouvelle aux partisans de l'attribution individuelle des produits du travail. Cette théorie n'a obtenu qu'un seul résultat : celui de démasquer le jeu de ces quelques socialistes qui voulaient atténuer la portée de l'idée révolutionnaire ; elle nous a ouvert les yeux et nous a montré la nécessité de nous déclarer tout carrément communistes.

Mais enfin abordons la seule et unique objection sérieuse que nos adversaires aient avancée contre le communisme.

Tous sont d'accord que nous allons nécessairement vers le communisme, mais on nous observe qu'au commencement, les produits n'étant pas assez abondants, il faudra établir le rationnement, le partage, et que le meilleur partage des produits du travail serait celui basé sur la quantité du travail que chacun aura faite.

À ceci nous répondons que, dans la société future, lors même que l'on serait obligé de faire le rationnement, on devrait rester communistes : c'est-à-dire le rationnement devrait se faire, non pas selon les mérites, mais selon les besoins.

Prenons la famille, ce modèle du petit communisme (d'un communisme autoritaire plutôt qu'anarchiste, il est vrai, ce qui, d'ailleurs, dans notre exemple, ne change rien).

Dans la famille, le père apporte, supposons cent sous par jour, l'aîné trois francs, un garçon plus jeune, qua-

rante sous, et le gamin seulement vingt sous par jour. Tous apportent l'argent à la mère qui tient la caisse et qui leur donne à manger. Tous apportent inégalement, mais au dîner chacun se sert à sa guise et selon son appétit ; il n'y a pas de rationnement. Mais viennent les mauvais jours, et la dèche force la mère à ne plus s'en remettre à l'appétit et au goût de chacun pour la distribution du dîner. Il faut faire un rationnement et, soit par l'initiative de la mère, soit par convention tacite de tous, les portions sont réduites. Mais voyez, cette répartition ne se fait pas suivant les mérites, car c'est le plus jeune garçon et le gamin surtout qui reçoivent la plus grosse part, et quant au morceau choisi, il est réservé pour la vieille qui ne rapporte rien du tout. Même pendant la disette, on applique dans la famille ce principe de rationnement selon les besoins. En serait-il autrement dans la grande famille humaine de l'avenir?

Il est évident qu'il y aurait à dire davantage sur ce sujet, si je ne le traitais pas devant des anarchistes.

On ne peut pas être anarchiste sans être communiste. En effet, la moindre idée de limitation contient déjà en elle-même les germes d'autoritarisme. Elle ne pourrait pas se manifester sans engendrer immédiatement la loi, le juge, le gendarme.

Nous devons être communistes, car c'est dans le communisme que nous réaliserons la vraie égalité. Nous devons être communistes, parce que le peuple, qui ne comprend pas les sophismes collectivistes, com-

prend parfaitement le communisme comme les amis Reclus et Kropotkine l'ont déjà fait remarquer. Nous devons être communistes, parce que nous sommes des anarchistes, parce que l'anarchie et le communisme sont les deux termes nécessaires de la révolution.

LE COMMUNISME ANARCHISTE

PIERRE KROPOTKINE

CHAPITRE III DE *LA CONQUÊTE DU PAIN*, 1892

I

Toute société qui aura rompu avec la propriété privée sera forcée, selon nous, de s'organiser en communisme anarchiste. L'anarchie mène au communisme, et le communisme à l'anarchie, l'un et l'autre n'étant que l'expression de la tendance prédominante des sociétés modernes, la recherche de l'égalité.

Il fut un temps où une famille de paysans pouvait considérer le blé qu'elle faisait pousser et les habits de laine tissés dans la chaumière comme des produits de son propre travail. Même alors, cette manière de voir

n'était pas tout à fait correcte. Il y avait des routes et des ponts faits en commun, des marais asséchés par un travail collectif et des pâturages communaux enclos de haies que tous entretenaient. Une amélioration dans les métiers à tisser, ou dans les modes de teinture des tissus, profitait à tous ; à cette époque, une famille de paysans ne pouvait vivre qu'à condition de trouver appui, en mille occasions, dans le village, la commune.

Mais aujourd'hui, dans cet état de l'industrie où tout s'entrelace et se tient, où chaque branche de la production se sert de toutes les autres, la prétention de donner une origine individualiste aux produits est absolument insoutenable. Si les industries textiles ou la métallurgie ont atteint une étonnante perfection dans les pays civilisés, elles le doivent au développement simultané de mille autres industries, grandes et petites ; elles le doivent à l'extension du réseau ferré, à la navigation transatlantique, à l'adresse de millions de travailleurs, à un certain degré de culture générale de toute la classe ouvrière, à des travaux, enfin, exécutés de l'un à l'autre bout du monde.

Les Italiens qui mouraient du choléra en creusant le canal de Suez, ou d'ankylosite dans le tunnel du Gothard, et les Américains que les obus fauchaient dans la guerre pour l'abolition de l'esclavage, ont contribué au développement de l'industrie cotonnière en France et en Angleterre, non moins que les jeunes filles qui

s'étiolent dans les manufactures de Manchester ou de Rouen, ou que l'ingénieur qui aura fait (d'après la suggestion de tel travailleur) quelque amélioration dans un métier de tissage.

Comment vouloir estimer la part qui revient à chacun, des richesses que nous contribuons tous à accumuler ?

En nous plaçant à ce point de vue général, synthétique, de la production, nous ne pouvons pas admettre avec les collectivistes, qu'une rémunération proportionnelle aux heures de travail fournies par chacun à la production des richesses puisse être un idéal, ou même un pas en avant vers cet idéal. Sans discuter ici si réellement la valeur d'échange des marchandises est mesurée dans la société actuelle par la quantité de travail nécessaire pour les produire (ainsi que l'ont affirmé Smith et Ricardo, dont Marx a repris la tradition), il nous suffira de dire, quitte à y revenir plus tard, que l'idéal collectiviste nous paraît irréalisable dans une société qui considérerait les instruments de production comme un patrimoine commun. Basée sur ce principe, elle se verrait forcée d'abandonner sur-le-champ toute forme de salariat.

Nous sommes persuadés que l'individualisme mitigé du système collectiviste ne pourrait exister à côté du communisme partiel de la possession par tous du sol et des instruments de travail. Une nouvelle forme de possession demande une nouvelle forme de rétribution. Une nouvelle forme de production ne pourrait mainte-

nir l'ancienne forme de consommation, comme elle ne pourrait s'accommoder aux anciennes formes d'organisation politique.

Le salariat est né de l'appropriation personnelle du sol et des instruments de production par quelques-uns. C'était la condition nécessaire pour le développement de la production capitaliste : il mourra avec elle, lors même que l'on chercherait à le déguiser sous forme de « bons de travail ». La possession commune des instruments de travail amènera nécessairement la jouissance en commun des fruits du labeur commun.

Nous maintenons, en outre, que le communisme est non seulement désirable, mais que les sociétés actuelles, fondées sur l'individualisme, sont même forcées continuellement de marcher vers le communisme.

Le développement de l'individualisme pendant les trois derniers siècles s'explique surtout par les efforts de l'homme voulant se prémunir contre les pouvoirs du capital et de l'État. Il a cru un moment et ceux qui formulaient pour lui sa pensée ont prêché qu'il pouvait s'affranchir entièrement de l'État et de la société. « Moyennant l'argent, disait-il, je peux acheter tout ce dont j'aurai besoin. » Mais l'individu a fait fausse route, et l'histoire moderne le ramène à reconnaître que sans le concours de tous, il ne peut rien, même avec ses coffres-forts remplis d'or.

En effet, à côté de ce courant individualiste, nous voyons dans toute l'histoire moderne la tendance d'une part, à retenir ce qui reste du communisme partiel de l'antiquité, et d'autre part, à rétablir le principe communiste dans mille et mille manifestations de la vie.

Dès que les communes des Xe, XI^e et XII^e siècles eurent réussi à s'émanciper du seigneur laïque ou religieux, elles donnèrent immédiatement une grande extension au travail en commun, à la consommation en commun.

La cité – non pas les particuliers – affrétait des navires et expédiait ses caravanes pour le commerce lointain dont le bénéfice revenait à tous, non aux individus; elle achetait aussi les provisions pour ses habitants. Les traces de ces institutions se sont maintenues jusqu'au XIX^e siècle, et les peuples en conservent pieusement le souvenir dans leurs légendes.

Tout cela a disparu. Mais la commune rurale lutte encore pour maintenir les derniers vestiges de ce communisme, et elle y réussit, tant que l'État ne vient pas jeter son glaive pesant dans la balance.

En même temps, de nouvelles organisations basées sur le même principe : à chacun selon ses besoins, surgissent sous mille aspects divers; car, sans une certaine dose de communisme les sociétés actuelles ne sauraient vivre. Malgré le tour étroitement égoïste donné aux esprits par la production marchande, la tendance com-

muniste se révèle à chaque instant et pénètre dans nos relations sous toutes les formes.

Le pont, dont le passage était payé autrefois par les passants, est devenu monument public. La route pavée, que l'on payait jadis à tant la lieue, n'existe plus qu'en Orient. Les musées, les bibliothèques libres, les écoles gratuites, les repas communs des enfants ; les parcs et les jardins ouverts à tous ; les rues pavées et éclairées, libres à tout le monde ; l'eau envoyée à domicile avec tendance générale à ne pas tenir compte de la quantité consommée – autant d'institutions fondées sur le principe : « Prenez ce qu'il vous faut ».

Les tramways et les voies ferrées introduisent déjà le billet d'abonnement mensuel ou annuel, sans tenir compte du nombre des voyages ; et récemment, toute une nation, la Hongrie, a introduit sur son réseau de chemins de fer le billet par zones, qui permet de parcourir cinq cents ou mille kilomètres pour le même prix. Il n'y a pas loin de là au prix uniforme, comme celui du service postal. Dans toutes ces innovations et mille autres, la tendance est de ne pas mesurer la consommation. Un tel veut parcourir mille lieues et tel autre cinq cents seulement. Ce sont là des besoins personnels, et il n'y a aucune raison de faire payer l'un deux fois plus que l'autre parce qu'il est deux fois plus intense. Voilà les phénomènes qui se montrent jusque dans nos sociétés individualistes.

La tendance, si faible soit-elle encore, est en outre de placer les besoins de l'individu au-dessus de l'évaluation des services qu'il a rendus, ou qu'il rendra un jour à la société. On arrive à considérer la société comme un tout, dont chaque partie est si intimement liée aux autres, que le service rendu à tel individu est un service rendu à tous.

Quand vous allez dans une bibliothèque publique – pas la Bibliothèque nationale de Paris, par exemple, mais disons celle de Londres ou de Berlin – le bibliothécaire ne vous demande pas quels services vous avez rendus à la société pour vous donner le bouquin, ou les cinquante bouquins que vous lui réclamez, et il vous aide au besoin si vous ne savez pas les trouver dans le catalogue. Moyennant un droit d'entrée uniforme – et très souvent c'est une contribution en travail que l'on préfère – la société scientifique ouvre ses musées, ses jardins, sa bibliothèque, ses laboratoires, ses fêtes annuelles, à chacun de ses membres, qu'il soit un Darwin ou un simple amateur.

À Pétersbourg, si vous poursuivez une invention, vous allez dans un atelier spécial où l'on vous donne une place, un établi de menuisier, un tour de mécanicien, tous les outils nécessaires, tous les instruments de précision, pourvu que vous sachiez les manier; – et on vous laisse travailler tant que cela vous plaira. Voilà les outils, intéressez des amis à votre idée, associez-vous à d'autres camarades de divers métiers si vous ne

préférez travailler seul, inventez la machine d'aviation, ou n'inventez rien – c'est votre affaire. Une idée vous entraîne – cela suffit.

De même, les marins d'un bateau de sauvetage ne demandent pas leurs titres aux matelots d'un navire qui sombre ; ils lancent l'embarcation, risquent leur vie dans les lames furibondes, et périssent quelquefois, pour sauver des hommes qu'ils ne connaissent même pas. Et pourquoi les connaîtraient-ils ? « On a besoin de nos services ; il y a là des êtres humains – cela suffit, leur droit est établi. – Sauvons-les ! »

Voilà la tendance, éminemment communiste, qui se fait jour partout, sous tous les aspects possibles, au sein même de nos sociétés qui prêchent l'individualisme.

Et que demain, une de nos grandes cités, si égoïstes en temps ordinaire, soit visitée par une calamité quelconque – celle d'un siège, par exemple – cette même cité décidera que les premiers besoins à satisfaire sont ceux des enfants et des vieillards ; sans s'informer des services qu'ils ont rendus ou rendront à la société, il faut d'abord les nourrir, prendre soin des combattants, indépendamment de la bravoure ou de l'intelligence dont chacun d'eux aura fait preuve, et, par milliers, femmes et hommes rivaliseront d'abnégation pour soigner les blessés.

La tendance existe. Elle s'accroît dès que les besoins les plus impérieux de chacun sont satisfaits, à mesure que la force productrice de l'humanité augmente ;

elle s'accroît encore plus chaque fois qu'une grande idée vient prendre la place des préoccupations mesquines de notre vie quotidienne.

Comment donc douter que, le jour où les instruments de production seraient remis à tous, où l'on ferait la besogne en commun, et le travail, recouvrant cette fois la place d'honneur dans la société, produirait bien plus qu'il ne faut pour tous – comment douter qu'alors, cette tendance (déjà si puissante) n'élargisse sa sphère d'action jusqu'à devenir le principe même de la vie sociale ?

D'après ces indices, et réfléchissant, en outre, au côté pratique de l'expropriation dont nous allons parler dans les chapitres suivants, nous sommes d'avis que notre première obligation, quand la révolution aura brisé la force qui maintient le système actuel, sera de réaliser immédiatement le communisme.

Mais notre communisme n'est ni celui des phalangiens, ni celui des théoriciens autoritaires allemands. C'est le communisme anarchiste, le communisme sans gouvernement – celui des hommes libres. C'est la synthèse des deux buts poursuivis par l'humanité à travers les âges – la liberté économique et la liberté politique.

II

En prenant « l'anarchie » pour idéal d'organisation politique, nous ne faisons encore que formuler une autre tendance prononcée de l'humanité. Chaque fois que la marche du développement des sociétés européennes l'a permis, elles secouaient le joug de l'autorité et ébauchaient un système basé sur les principes de la liberté individuelle. Et nous voyons dans l'Histoire que les périodes durant lesquelles les gouvernements furent ébranlés, à la suite de révoltes partielles ou générales, ont été des époques de progrès soudain sur le terrain économique et intellectuel.

Tantôt c'est l'affranchissement des communes, dont les monuments – fruit du travail libre d'associations libres – n'ont jamais été surpassés depuis; tantôt c'est le soulèvement des paysans qui fit la Réforme et mit en péril la Papauté; tantôt c'est la société, libre un mo-

ment, que créèrent de l'autre côté de l'Atlantique les mécontents venus de la vieille Europe.

Et si nous observons le développement présent des nations civilisées, nous y voyons, à ne pas s'y méprendre, un mouvement de plus en plus accusé pour limiter la sphère d'action du gouvernement et laisser toujours plus de liberté à l'individu. C'est l'évolution actuelle, gênée, il est vrai, par le fatras d'institutions et de préjugés hérités du passé; comme toutes les évolutions, elle n'attend que la révolution pour renverser les vieilles mesures qui lui font obstacle, pour prendre un libre essor dans la société régénérée.

Après avoir tenté longtemps vainement de résoudre ce problème insoluble : celui de se donner un Gouvernement, « qui puisse contraindre l'individu à l'obéissance, sans toutefois cesser d'obéir lui-même à la société », l'humanité s'essaye à se délivrer de toute espèce de gouvernement et à satisfaire ses besoins d'organisation par la libre entente entre individus et groupes poursuivant le même but. L'indépendance de chaque minime unité territoriale devient un besoin pressant; le commun accord remplace la loi, et, pardessus les frontières, règle les intérêts particuliers en vue d'un but général.

Tout ce qui fut jadis considéré comme fonction du gouvernement lui est disputé aujourd'hui : on s'arrange plus facilement et mieux sans son intervention. En étudiant les progrès faits dans cette direction, nous sommes amenés à conclure que l'humanité tend à réduire

à zéro l'action des gouvernements, c'est-à-dire à abolir l'État, cette personnification de l'injustice, de l'oppression et du monopole.

Nous pouvons déjà entrevoir un monde où l'individu, cessant d'être lié par des lois, n'aura que des habitudes sociales – résultat du besoin éprouvé par chacun d'entre nous, de chercher l'appui, la coopération, la sympathie de ses voisins.

Certainement, l'idée d'une société sans État suscitera, pour le moins, autant d'objections que l'économie politique d'une société sans capital privé. Tous, nous avons été nourris de préjugés sur les fonctions providentielles de l'État. Toute notre éducation, depuis l'enseignement des traditions romaines jusqu'au code de Byzance que l'on étudie sous le nom de droit romain, et les sciences diverses professées dans les universités, nous habituent à croire au gouvernement et aux vertus de l'État-providence.

Des systèmes de philosophie ont été élaborés et enseignés pour maintenir ce préjugé. Des théories de la loi sont rédigées dans le même but. Toute la politique est basée sur ce principe ; et chaque politicien, quelle que soit sa nuance, vient toujours dire au peuple : « Donnez-moi le pouvoir, je veux, je peux vous affranchir des misères qui pèsent sur vous ! »

Du berceau au tombeau tous nos agissements sont dirigés par ce principe. Ouvrez n'importe quel livre de sociologie, de jurisprudence, vous y trouverez toujours

le gouvernement, son organisation, ses actes, prenant une place si grande que nous nous habituons à croire qu'il n'y a rien en dehors du gouvernement et des hommes d'État.

La même leçon est répétée sur tous les tons par la presse. Des colonnes entières sont consacrées aux débats des parlements, aux intrigues des politiciens; c'est à peine si la vie quotidienne, immense, d'une nation s'y fait jour dans quelques lignes traitant un sujet économique, à propos d'une loi, ou, dans les faits divers, par l'intermédiaire de la police. Et quand vous lisez ces journaux, vous ne pensez guère au nombre incalculable d'êtres – toute l'humanité, pour ainsi dire – qui grandissent et qui meurent, qui connaissent les douleurs, qui travaillent et consomment, pensent et créent, par-delà ces quelques personnages encombrants que l'on a magnifiés jusqu'à leur faire cacher l'humanité, de leurs ombres, grossies par notre ignorance.

Et cependant, dès qu'on passe de la matière imprimée à la vie même, dès qu'on jette un coup d'œil sur la société, on est frappé de la part infinitésimale qu'y joue le gouvernement. Balzac avait déjà remarqué combien de millions de paysans restent leur vie entière sans rien connaître de l'État, sauf les lourds impôts qu'ils sont forcés de lui payer. Chaque jour des millions de transactions sont faites sans l'intervention du gouvernement, et les plus grosses d'entre elles – celles du commerce et de la Bourse sont traitées de telle façon que le gou-

vernement ne pourrait même pas être invoqué si l'une des parties contractantes avait l'intention de ne pas tenir son engagement. Parlez à un homme qui connaît le commerce, et il vous dira que les échanges opérés chaque jour entre les commerçants seraient d'une impossibilité absolue s'ils n'étaient basés sur la confiance mutuelle. L'habitude de tenir parole, le désir de ne pas perdre son crédit suffisent amplement pour maintenir cette honnêteté relative, – l'honnêteté commerciale. Celui-là même qui n'éprouve pas le moindre remords à empoisonner sa clientèle par des drogues infectes, couvertes d'étiquettes pompeuses, tient à honneur de garder ses engagements. Or, si cette moralité relative a pu se développer jusque dans les conditions actuelles, alors que l'enrichissement est le seul mobile et le seul objectif, – pouvons-nous douter qu'elle ne progresse rapidement dès que l'appropriation des fruits du labeur d'autrui ne sera plus la base même de la société ?

Un autre trait frappant, qui caractérise surtout notre génération, parle encore mieux en faveur de nos idées. C'est l'accroissement continu du champ des entreprises dues à l'initiative privée et le développement prodigieux des groupements libres de tout genre. Nous en parlerons plus longuement dans les chapitres consacrés à la Libre Entente. Qu'il nous suffise de dire ici que ces faits sont nombreux et si habituels, qu'ils forment l'essence de la seconde moitié de ce siècle, alors même que les écrivains en socialisme et en politique les ignorent,

préférant nous entretenir toujours des fonctions du gouvernement. Ces organisations libres, variées à l'infini, sont un produit si naturel ; elles croissent si rapidement et elles se groupent avec tant de facilité ; elles sont un résultat si nécessaire de l'accroissement continu des besoins de l'homme civilisé, et enfin elles remplacent si avantageusement l'immixtion gouvernementale, que nous devons reconnaître en elles un facteur de plus en plus important dans la vie des sociétés.

Si elles ne s'étendent pas encore à l'ensemble des manifestations de la vie, c'est qu'elles rencontrent un obstacle insurmontable dans la misère du travailleur, dans les castes de la société actuelle, dans l'appropriation privée du capital, dans l'État. Abolissez ces obstacles et vous les verrez couvrir l'immense domaine de l'activité des hommes civilisés.

L'histoire des cinquante dernières années a fourni la preuve vivante de l'impuissance du gouvernement représentatif à s'acquitter des fonctions dont on a voulu l'affubler. On citera un jour le XIX^e siècle comme la date de l'avortement du parlementarisme.

Mais cette impuissance devient si évidente pour tous, les fautes du parlementarisme et les vices fondamentaux du principe représentatif sont si frappants, que les quelques penseurs qui en ont fait la critique (J. S. Mill, Leverdays) n'ont eu qu'à traduire le mécontentement populaire. En effet, ne conçoit-on pas qu'il est absurde de nommer quelques hommes et de leur dire : « Faites-

nous des lois sur toutes les manifestations de notre vie, lors même que chacun de vous les ignore? » On commence à comprendre que gouvernement des majorités veut dire abandon de toutes les affaires du pays à ceux qui font les majorités, c'est-à-dire, aux « crapauds du marais », à la Chambre et dans les comices : à ceux en un mot qui n'ont pas d'opinion. L'humanité cherche, et elle trouve déjà de nouvelles issues.

L'Union postale internationale, les unions de chemins de fer, les sociétés savantes nous donnent l'exemple de solutions trouvées par la libre entente, au lieu et place de la loi.

Aujourd'hui, lorsque des groupes disséminés aux quatre coins du globe veulent arriver à s'organiser pour un but quelconque, ils ne nomment plus un parlement international de députés bons à tout faire, auxquels on dit : « Votez-nous des lois, nous obéirons ». Quand on ne peut pas s'entendre directement ou par correspondance, on envoie des délégués connaissant la question spéciale à traiter et on leur dit : « Tâchez de vous accorder sur telle question et alors revenez – non pas avec une loi dans votre poche, mais avec une proposition d'entente que nous accepterons ou n'accepterons pas. »

C'est ainsi qu'agissent les grandes compagnies industrielles, les sociétés savantes, les associations de toute sorte qui couvrent déjà l'Europe et les États-Unis. Et c'est ainsi que devra agir une société affranchie. Pour faire l'expropriation, il lui sera absolument impossible

de s'organiser sur le principe de la représentation parlementaire. Une société fondée sur le servage pouvait s'arranger de la monarchie absolue : une société basée sur le salariat et l'exploitation des masses par les détenteurs du capital s'accommodait du parlementarisme. Mais une société libre, rentrant en possession de l'héritage commun, devra chercher dans le libre groupement et la libre fédération des groupes une organisation nouvelle, qui convienne à la phase économique nouvelle de l'histoire.

À chaque phase économique répond sa phase politique, et il sera impossible de toucher à la propriété sans trouver du même coup un nouveau mode de vie politique.

LE COMMUNISME

SÉBASTIEN FAURE

L'ENCYCLOPÉDIE ANARCHISTE, 1925

Le communisme – qu'il faut se garder de confondre avec « le Parti Communiste » – est une doctrine sociale qui, basée sur l'abolition de la propriété individuelle et sur la mise en commun de tous les moyens de production et de tous les produits, tend à substituer au régime capitaliste actuel une forme de société égalitaire et fraternelle. Il y a deux sortes de communisme : le communisme autoritaire qui nécessite le maintien de l'État et des institutions qui en procèdent, et le communisme libertaire qui en implique la disparition.

Le premier se confond avec le collectivisme, le second n'est autre – plus spécialement sur le terrain économique – que l'anarchisme. La plupart des personnes qui se réclament de l'esprit anarchiste sont communistes.

Dans une motion adoptée à l'unanimité par les anarchistes, réunis en congrès, du 11 au 14 juillet 1926, à Orléans, on lit ceci : « Les anarchistes groupés au sein de l'Union Anarchiste de langues française se déclarent et sont communistes, parce que le communisme est la seule forme de société assurant à tous, sans aucune exception et, notamment aux enfants, aux vieillards, aux malades, aux moins bien doués physiquement et intellectuellement, une part égale de bien-être et de liberté ». Il ne faut pas perdre de vue que si le principe de liberté est le point central de leur doctrine sociale, les anarchistes, voulant instaurer un milieu social qui assurera à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquate à toute époque, ont conscience qu'ils ne peuvent parvenir à la réalisation pratique de cette volonté qui les anime que par la mise en commun (le communisme) de tous les moyens de production, de transport et d'échange. Seule, cette mise en commun, placée à la base du régime social, garantira à tous et à chacun le droit effectif et total de participer solidairement et fraternellement à tous les avantages des richesses et produits matériels et des progrès intellectuels et moraux constamment accrus par l'effort commun.

Il y a loin, bien loin, on le constate facilement, de ce communisme libre, c'est-à-dire anarchiste, au communisme étatique et imposé des Bolchevistes, de leurs partisans et de leurs imitateurs.

À ce congrès de l'Union Anarchiste française, tenu à Orléans, du 11 au 14 juillet 1926, certains délégués ont fait observer le discrédit dans lequel est tombé le mot « communisme » perfidement usurpé et tristement galvaudé par le gouvernement bolcheviste et les tenants des divers Partis Communistes organisés nationale-ment et internationalement. Ces délégués estimaient que cette doctrine sociale « le communisme » était à ce point disqualifiée, que, pour éviter toute confusion de principe et répudier formellement toute promiscuité avec les exploités et falsificateurs du véritable communisme, il était préférable que les anarchistes cessassent de se dire « communistes ». Mais il a été répondu à ces délégués que les mots destinés à exprimer les idées les plus justes, les plus nobles vérités et les sentiments les plus généreux, tels que : liberté, justice, fraternité, paix, amour, ont été, eux aussi, et, plus que jamais, sont détournés de leur signification véritable, perfidement exploités et indignement galvaudés. Et, à la suite d'un échange de vues très approfondi, il a été décidé que, bien loin d'abandonner le communisme à des Partis politiques qui trahissent celui-ci, les anarchistes continueront à se proclamer communistes puisque, seuls, ils le sont réellement, et puisque ceux qui composent « le Parti Communiste » ne le sont pas, soit qu'ils ne l'aient jamais été, soit qu'ils aient cessé de l'être.

LA COMMUNE DE PARIS

MICHEL BAKOUNINE

EXTRAIT DE *LA COMMUNE DE PARIS*, 1871

[...] Le socialisme révolutionnaire vient de tenter une première manifestation éclatante et pratique dans la Commune de Paris.

Je suis un partisan de la Commune de Paris qui, pour avoir été massacrée, étouffée dans le sang par les bourreaux de la réaction monarchique et cléricale, n'en est devenue que plus vivace, plus puissante dans l'imagination et dans le cœur du prolétariat de l'Europe ; j'en suis le partisan surtout parce qu'elle a été une négation audacieuse, bien prononcée, de l'État.

C'est un fait historique immense que cette négation de l'État se soit manifestée précisément en France, qui a été jusqu'ici par excellence le pays de la centralisation politique, et que ce soit précisément Paris, la tête et le

créateur historique de cette grande civilisation française, qui en ait pris l'initiative.

Paris se découronnant et proclamant avec enthousiasme sa propre déchéance pour donner la liberté et la vie à la France, à l'Europe, au monde entier ;

Paris affirmant de nouveau sa puissance historique d'initiative en montrant à tous les peuples esclaves (et quelles sont les masses populaires qui ne soient point esclaves ?) l'unique voie d'émancipation et de salut ;

Paris portant un coup mortel aux traditions politiques du radicalisme bourgeois et donnant une base réelle au socialisme révolutionnaire ;

Paris méritant à nouveau les malédictions de toute la gent réactionnaire de la France et de l'Europe ;

Paris s'ensevelissant dans ses ruines pour donner un solennel démenti à la réaction triomphante ; sauvant par son désastre l'honneur et l'avenir de la France, et prouvant à l'humanité consolée que si la vie, l'intelligence, la puissance morale se sont retirées des classes supérieures, elles se sont conservées énergiques et pleines d'avenir dans le prolétariat ;

Paris inaugurant l'ère nouvelle, celle de l'émancipation définitive et complète des masses populaires et de leur solidarité désormais toute réelle, à travers et malgré les frontières des États ;

Paris tuant le patriotisme et fondant sur ses ruines la religion de l'humanité ;

Paris se proclamant humanitaire et athée, et remplaçant les fictions divines par les grandes réalités de la vie sociale et la foi dans la science ; les mensonges et les iniquités de la morale religieuse, politique et juridique par les principes de la liberté, de la justice, de l'égalité et de la fraternité, ces fondements éternels de toute morale humaine ;

Paris héroïque, rationnel et croyant, confirmant sa foi énergique dans les destinées de l'humanité par sa chute glorieuse, par sa mort et la léguant beaucoup plus énergique et vivante aux générations à venir ;

Paris noyé dans le sang de ses enfants les plus généreux, c'est l'humanité crucifiée par la réaction internationale et coalisée de l'Europe, sous l'inspiration immédiate de toutes les églises chrétiennes et du grand prêtre de l'iniquité, le pape ; mais la prochaine révolution internationale et solidaire des peuples sera la résurrection de Paris.

Tel est le vrai sens, Et telles sont les conséquences bienfaisantes et immenses des deux mois d'existence et de la chute à jamais mémorable de la Commune de Paris.

[...] Je sais que beaucoup de socialistes, très conséquents dans leur théorie, reprochent à nos amis de Paris de ne s'être pas montrés suffisamment socialistes dans leur pratique révolutionnaire, tandis que tous les aboyeurs de la presse bourgeoise les accusent au contraire de n'avoir suivi que trop fidèlement le programme

du socialisme. Laissons les ignobles dénonciateurs de cette presse, pour le moment, de côté ; je ferai observer aux théoriciens sévères de l'émancipation du prolétariat qu'ils sont injustes envers nos frères de Paris ; car, entre les théories les plus justes et leur mise en pratique, il y a une distance immense qu'on ne franchit pas en quelques jours. Quiconque a eu le bonheur de connaître Varlin, par exemple, pour ne nommer que celui dont la mort est certaine, sait combien, en lui et en ses amis, les convictions socialistes ont été passionnées, réfléchies et profondes. C'étaient des hommes dont le zèle ardent, le dévouement et la bonne foi n'ont jamais pu être mis en doute par aucun de ceux qui les ont approchés.

Mais précisément parce qu'ils étaient des hommes de bonne foi, ils étaient pleins de défiance en eux-mêmes en présence de l'œuvre immense à laquelle ils avaient voué leur pensée et leur vie : ils se comptaient pour si peu ! Ils avaient d'ailleurs cette conviction que dans la Révolution sociale, diamétralement opposée, dans ceci comme dans tout le reste, à la Révolution politique, l'action des individus était presque nulle et l'action spontanée des masses devait être tout. Tout ce que les individus peuvent faire, c'est d'élaborer, d'éclaircir et de propager les idées correspondant à l'instinct populaire, et, de plus, c'est de contribuer par leurs efforts incessants à l'organisation révolutionnaire de la puissance naturelle des masses, mais rien au-delà ; et tout le reste ne doit et ne peut se faire que par le peu-

ple lui-même. Autrement on aboutirait à la dictature politique, c'est-à-dire à la reconstitution de l'État, des privilèges, des inégalités, de toutes les oppressions de l'État, et on arriverait, par une voie détournée mais logique, au rétablissement de l'esclavage politique, social, économique des masses populaires.

Varlin et tous ses amis, comme tous les socialistes sincères, et en général comme tous les travailleurs nés et élevés dans le peuple, partageaient au plus haut degré cette prévention parfaitement légitime contre l'initiative continue des mêmes individus, contre la domination exercée par des individualités supérieures : et, comme ils étaient justes avant tout, ils tournaient aussi bien cette prévention, celle défiance contre eux-mêmes que contre toutes les autres personnes.

Contrairement à cette pensée des communistes autoritaires, selon moi tout à fait erronée, qu'une Révolution sociale peut être décrétée et organisée, soit par une dictature, soit par une assemblée constituante issue d'une révolution politique, nos amis, les socialistes de Paris, ont pensé qu'elle ne pouvait être faite et amenée à son plein développement que par l'action spontanée et continue des masses, des groupes et des associations populaires.

Nos amis de Paris ont eu mille fois raison. Car, en effet, quelle est la tête si géniale qu'elle soit, ou si l'on veut parler d'une dictature collective, fût-elle même formée par plusieurs centaines d'individus doués de

facultés supérieures, quels sont les cerveaux assez puissants, assez vastes pour embrasser l'infinie multiplicité et diversité des intérêts réels, des aspirations, des volontés, des besoins dont la somme constitue la volonté collective d'un peuple, et pour inventer une organisation sociale capable de satisfaire tout le monde ? Cette organisation ne sera jamais qu'un lit de Procuste sur lequel la violence plus ou moins marquée de l'État forcera la malheureuse société à s'étendre.

C'est ce qui est toujours arrivé jusqu'ici, et c'est précisément à ce système antique de l'organisation par la force que la Révolution sociale doit mettre un terme en rendant leur pleine liberté aux masses, aux groupes, aux communes, aux associations, aux individus mêmes, et en détruisant, une fois pour toutes, la cause historique de toutes les violences, la puissance et l'existence même de l'État qui doit entraîner dans sa chute toutes les iniquités du droit juridique avec tous les mensonges des cultes divers, ce droit et ces cultes n'ayant jamais été rien que la consécration obligée, tant idéale que réelle, de toutes les violences représentées, garanties et privilégiées par l'État.

Il est évident que la liberté ne sera rendue au monde humain, et que les intérêts réels de la société, de tous les groupes, de toutes les organisations locales ainsi que de tous les individus qui forment la société, ne pourront trouver de satisfaction réelle que quand il n'y aura plus d'États. Il est évident que tous les intérêts soi-disant

généraux de la société que l'État est censé représenter, et qui en réalité ne sont autre chose que la négation générale et constante des intérêts positifs des régions, des communes, des associations et du plus grand nombre des individus assujettis à l'État, constituent une abstraction, une fiction, un mensonge et que l'État est comme une vaste boucherie et comme un immense cimetière où, à l'ombre et sous le prétexte de cette abstraction, viennent généreusement, béatement se laisser immoler et ensevelir toutes les aspirations réelles, toutes les forces vives d'un pays; et comme aucune abstraction n'existe jamais par elle-même ni pour elle-même, comme elle n'a ni jambes pour marcher, ni bras pour créer, ni estomac pour digérer cette masse de victimes qu'on lui donne à dévorer, il est clair qu'aussi bien que l'abstraction religieuse ou céleste, Dieu, représente en réalité les intérêts très positifs, très réels d'une caste privilégiée, le clergé, son complément terrestre, l'abstraction politique, l'État, représente les intérêts non moins positifs et réels de la classe aujourd'hui principalement sinon exclusivement exploitante et qui d'ailleurs tend à englober toutes les autres, la bourgeoisie.

Et comme le clergé s'est toujours divisé et aujourd'hui tend à se diviser encore plus en une minorité très puissante et très riche et une majorité très subordonnée et passablement misérable, de même la bourgeoisie et ses diverses organisations sociales et politiques dans l'industrie, dans l'agriculture, dans la banque et dans

le commerce, aussi bien que dans tous les fonctionnements administratifs, financiers, judiciaires, universitaires, policiers et militaires de l'État, tend à se scinder chaque jour davantage en une oligarchie réellement dominante et une masse innombrable de créatures plus ou moins vaniteuses et plus ou moins déchues qui vivent dans une perpétuelle illusion, repoussées inévitablement et toujours davantage dans le prolétariat par une force irrésistible, celle du développement économique actuel, et réduites à servir d'instruments aveugles à cette oligarchie toute-puissante.

L'abolition de l'Église et de l'État doit être la condition première et indispensable de l'affranchissement réel de la société; après quoi seulement on peut et doit s'organiser d'une autre manière, mais non pas de haut en bas et d'après un plan idéal, rêvé par quelques sages ou savants, ou bien à coups de décrets lancés par quelque force dictatoriale ou même par une assemblée nationale, élue par le suffrage universel. Un tel système, comme je l'ai déjà dit, mènerait inévitablement à la création d'un nouvel État, et conséquemment à la formation d'une aristocratie gouvernementale, c'est-à-dire d'une classe entière de gens n'ayant rien de commun avec la masse du peuple et, certes, cette classe recommencerait à l'exploiter et à l'assujettir sous prétexte de bonheur commun ou pour sauver l'État.

La future organisation sociale doit être faite seulement de bas en haut, par la libre association ou fédé-

ration des travailleurs, dans les associations d'abord, puis dans les communes, dans les régions, dans les nations et, finalement, dans une grande fédération internationale et universelle. C'est alors seulement que se réalisera le vrai et vivifiant ordre de la liberté et du bonheur général, cet ordre, qui loin de renier, affirme au contraire et met d'accord les intérêts des individus et de la société.

LA PROPRIÉTÉ APRÈS LA RÉVOLUTION

ERRICO MALATESTA

DANS LE JOURNAL *IL RISVEGLIO*, 1929

Nos adversaires, défenseurs et bénéficiaires du présent système social, disent habituellement, pour justifier le droit à la propriété privée, que « la propriété est la condition et la garantie de la liberté ». Nous sommes d'accord avec eux. Ne disons-nous pas continuellement « qui est pauvre, est esclave » ?

Mais alors, qu'est-ce qui nous sépare ?

Je crois que la différence est bien claire. En réalité, la propriété qu'ils défendent, c'est la propriété capitaliste, c'est-à-dire la propriété qui permet de vivre du travail d'autrui ; celle qui suppose donc une classe de déshérités, de non-proprétaires, contrainte de vendre leur propre travail aux propriétaires pour un prix inférieur à sa valeur.

En effet, aujourd'hui, dans tous les pays du monde, la majeure partie de la population doit, pour vivre, mendier du travail auprès de ceux qui monopolisent le sol et les instruments; et lorsqu'elle en trouve, elle reçoit un salaire non seulement inférieur au produit, mais souvent à peine suffisant pour ne pas mourir de faim. Cela constitue pour les travailleurs une espèce d'esclavage, qui peut être plus ou moins dur, mais qui signifie toujours une infériorité sociale, une pénurie matérielle et une dégradation morale. Et cette dégradation est au fond la cause première de tous les maux de l'ordre social actuel.

Afin que nous soyons libres, afin que chacun puisse en pleine liberté atteindre le maximum de développement moral et matériel, et jouir de tous les bénéfices que la nature et le travail peuvent donner, il faut que tous soient propriétaires, c'est-à-dire que tous aient droit à ce peu de terre, de matières premières et d'instruments qui est nécessaire pour travailler et produire sans être opprimé et exploité. Et puisque l'on ne peut espérer que la classe possédante renonce spontanément aux privilèges usurpés, il faut que les travailleurs l'exproprient et que tous deviennent la propriété de tous.

Cela devrait être la tâche de la prochaine révolution, et c'est à cela que doivent tendre tous nos efforts. Mais comme la vie sociale n'admet pas d'interruptions, il faut dès maintenant penser à la façon pratique d'utiliser les biens devenus domaine commun, et comment assurer

à tous les membres de la société la jouissance de droits égaux. Le régime de la propriété sera donc le problème qui se posera au moment même où l'on procédera à l'expropriation.

Naturellement on ne peut prétendre et espérer passer d'un coup du système actuel à d'autres parfaits et définitifs. Dans l'acte révolutionnaire, ce qui compte avant tout, c'est de faire vite, pour satisfaire immédiatement les besoins dont on ne peut remettre à demain la solution. On fera donc comme on pourra, selon les volontés des intéressés et les conditions pratiques que ces volontés déterminent et limitent. Mais il est utile d'avoir, dès le départ, une idée de ce que l'on veut faire pour pousser le plus possible les choses vers ce but.

La propriété devra-t-elle être individuelle ou collective? Et la collectivité, propriétaire des biens communs, sera-t-elle le groupe local, le groupe fonctionnel, d'affinités spirituelles, familial, ou comprendra-t-elle en bloc les membres de toute une nation et ensuite de toute l'humanité?

Quelles sont les formes que prendront la production, la consommation et l'échange? Sera-ce le triomphe du communisme (production associée et consommation égale pour tous), du collectivisme (production en commun et disposition des produits selon le travail de chacun) ou de l'individualisme (à chacun la possession individuelle des moyens de production et la disposition intégrale du produit du travail)? Verrons-nous enfin

s'épanouir d'autres formes composites que l'intérêt individuel et l'instinct social, éclairés par l'expérience, pourront suggérer?

Toutes les méthodes possibles de possession et d'utilisation des richesses seront probablement expérimentées en même temps dans les mêmes localités ou dans des localités différentes; elles se mêleront et se combineront différemment jusqu'à ce que la pratique ait enseigné quelle est la forme ou quelles sont les formes les meilleures.

En attendant, comme je l'ai déjà dit, la nécessité de ne pas interrompre la production et l'impossibilité de suspendre la consommation des biens indispensables feront que peu à peu on expropriera et on conclura les accords nécessaires à la continuation de la vie sociale. On fera comme l'on pourra, et pourvu que l'on ne s'oppose pas à la constitution et à la consolidation de nouveaux privilèges, on aura le temps de chercher les meilleures voies pour l'avenir.

Mais chacun peut et doit se demander quelle est la solution qui lui paraît la meilleure, celle vers laquelle tendront ses efforts.

Je me déclare communiste parce que le communisme me paraît être l'idéal vers lequel l'humanité s'approchera à mesure que s'accroîtra l'amour entre les hommes, que l'abondance les libérera de la peur de la famine, et détruira l'obstacle principal opposé à leur fraternisation. Mais, bien plus que les formes pratiques

d'organisation économique (qui doivent nécessairement s'adapter aux circonstances et seront toujours en continue évolution), ce qui importe c'est l'esprit qui anime les organisations, et c'est la méthode par laquelle on les constitue. L'important, c'est qu'elles soient guidées par l'esprit de justice et le désir du bien pour tous, et que l'on y accède toujours librement et volontairement.

Si vraiment il y a liberté et esprit de fraternité, toutes les formes, visant au même but d'émancipation et d'élévation humaine, finissent par se concilier et se confondre. Au contraire, s'il manque la liberté et la volonté de bien pour tous, toutes les formes d'organisation ne peuvent qu'engendrer l'injustice, l'exploitation et le despotisme.

Jetons un regard sur les principaux systèmes proposés pour résoudre le problème social. Il existe deux systèmes théoriques fondamentaux qui se disputent le domaine des aspirations anarchistes : l'individualisme (je parle de l'individualisme comme moyen de distribution de la richesse, sans m'embarasser d'obscurités philosophiques qui n'ont que faire ici) et le communisme.

Le collectivisme, dont on ne parle plus guère, est un système intermédiaire qui combine les mérites et les défauts des deux solutions proposées. Peut-être, à cause de cela, bénéficiera-t-il d'une large application, tout au moins dans la période transitoire entre l'ancienne et la nouvelle société. Cependant, je n'en parlerai pas de façon spéciale parce qu'il est soumis aux différentes

objections que soulèvent l'individualisme et le communisme.

L'individualisme intégral consisterait à répartir entre tous la terre et les autres richesses en lots plus ou moins équivalents, de façon que tous les hommes, au commencement de leur vie, puissent avoir des moyens matériels égaux, et que chacun puisse s'élever jusqu'où le portent ses facultés et son activité. Pour conserver cette égalité du point de départ, il faudrait abolir l'héritage et procéder périodiquement à de nouveaux lotissements en tenant compte des variations numériques de la population.

Ce système apparaît nettement anti-économique, c'est-à-dire qu'il ne convient pas à la meilleure utilisation possible de la richesse dans un pays civilisé. En le supposant applicable à des exploitations agricoles petites et primitives, on ne voit pas comment il le serait à grande échelle et dans un milieu de production moderne agricole ou industrielle, où une partie considérable de la population n'utilise pas directement la terre et les instruments pour produire des biens matériels, mais travaille dans les services publics et d'intérêt général.

D'autre part, comment diviser la terre avec justice, ou tout du moins de façon équitable, alors que la valeur des différents champs est si diverse en productivité, salubrité et position ? Et comment diviser les grands organismes industriels, qui pour fonctionner ont besoin du

concours simultané d'un grand nombre de travailleurs? Comment enfin établir la valeur des choses et pratiquer l'échange sans retomber en même temps dans les maux de la concurrence et dans ceux de l'accaparement?

Il est vrai que le progrès de la chimie et de l'agronomie tend à égaliser la productivité et la salubrité dans les différentes terres; que le développement des moyens de transport, l'automobile et l'aviation, finiront peut-être par rendre toutes les positions presque avantageuses; que le moteur électrique décentralise l'industrie et rend possible l'usage de la machine aux individus isolés et aux petits groupes; que la science pourra découvrir ou fabriquer dans chaque territoire les matières premières indispensables au travail. Mais ces progrès et d'autres encore et la facilité et l'abondance de la production enlèveront à la question économique l'importance prépondérante qu'elle a aujourd'hui. L'augmentation du sentiment de fraternité rendra inutiles et méprisables les menus calculs sur ce qui revient à Paul ou à Jean. Le communisme se substituera automatiquement, presque sans qu'on s'en aperçoive, à l'individualisme pour le plus grand avantage et la plus grande satisfaction et liberté effective de tous les individus.

Mais cela adviendra dans un avenir plus ou moins lointain. Maintenant il s'agit au contraire d'aujourd'hui et d'un lendemain proche. Aujourd'hui une organisation basée sur la propriété individuelle des moyens de production, maintenant et créant des antagonismes et

des rivalités entre les producteurs, des différences d'intérêts entre producteurs et consommateurs, serait toujours menacée par l'avènement possible d'une autorité, d'un gouvernement qui rétablirait les privilèges abattus. De toute façon, elle ne pourrait subsister, même provisoirement, que limitée et diversifiée par toute une série d'associations et de coopérations volontaires.

Le dilemme devant lequel la révolution se trouvera est toujours : ou s'organiser volontairement à l'avantage de tous, ou être organisé par la force d'un gouvernement, à l'avantage d'une classe dominante.

Parlons maintenant du communisme. Il semble en théorie le système idéal de propriété : celui qui remplacerait dans les rapports humains la lutte par la solidarité, en utilisant le mieux possible les énergies naturelles et le travail humain. Il ferait de l'humanité une famille de frères, prêts à s'entraider et à s'aimer. Mais est-il applicable dans les conditions morales et matérielles de l'humanité présente ? Et dans quelles limites ?

Le communisme universel, c'est-à-dire une seule communauté entre tous les êtres humains, voilà une aspiration suprême, un phare idéal vers lequel on doit tendre, mais qui certainement ne pourrait être actuellement une forme concrète d'organisation économique. C'est certain pour aujourd'hui, et probablement pour l'avenir, encore longtemps après nous. Quant à l'avenir plus lointain, la postérité y pourvoira.

À l'heure actuelle, on ne peut que penser à des communautés multiples, entre voisins, entre individus réellement affinitaires, qui auraient entre eux des rapports divers de solidarité et d'échange. Et même dans ces limites, il se pose toujours le grave problème de l'antagonisme possible entre communisme et liberté. Il existe le sentiment qui, secondé par la nécessité économique, pousse les hommes vers la fraternité et la solidarité consciente et voulue, et qui nous conduira sans doute à pratiquer et propager le plus de communisme possible. Mais je crois que, si l'individualisme absolu est de nos jours anti-économique et impossible, de même le communisme intégral, surtout étendu à un vaste territoire, serait impossible et antilibertaire.

Pour organiser à grande échelle une société communiste, il faudrait transformer radicalement toute la vie sociale, y compris les moyens techniques de production, d'échange et de consommation. Ceci ne pourrait se faire que graduellement, à mesure que les circonstances objectives le permettraient, que le peuple en comprendrait les avantages, et que les masses y pourvoiraient elles-mêmes. Si, au contraire, on voulait et on pouvait réaliser d'un bond cette transformation par la volonté et la fermeté d'un parti, que se passerait-il ? Les masses, habituées à obéir et à servir, accepteraient la nouvelle façon de vivre comme une loi imposée par un gouvernement ; elles attendraient une fois de plus qu'un pouvoir suprême vienne imposer à chacun son devoir de produire

et mesurer la consommation. Le nouveau pouvoir, ne sachant et ne pouvant satisfaire tous les besoins et les désirs immensément variés et souvent contradictoires des gens, tout en ne voulant point paraître incapable ni laisser aux intéressés la liberté de faire comme ils veulent, reconstituerait un État, fondé comme tous les autres sur la force militaire et policière. Ce régime, s'il réussissait à se prolonger, ne ferait que remplacer les anciens patrons par de nouveaux, plus fanatiques.

Sous le prétexte, voire l'intention honnête et sincère, de régénérer le monde par un nouvel évangile, on imposerait à tous une règle unique, on rendrait impossible toute initiative et toute critique. En conséquence, on aurait le découragement et la paralysie dans la production, le trafic clandestin, l'insolence et la corruption de la bureaucratie, la misère générale; bref le retour de plus en plus complet à des conditions d'oppression et d'exploitation que la révolution prétendait abolir. L'expérience russe ne doit pas avoir été inutile.

En conclusion, il me semble qu'aucun système n'est vital et ne peut réellement libérer l'humanité du servage traditionnel, si ce n'est le fruit de la libre évolution,

Les sociétés humaines, si elles doivent être composées d'êtres libres vivant en commun, expérimentant librement, coopérant sans entraves au plus grand bien de tous, et non plus dans des couvents ou des bagnes soutenus à la fois par la superstition religieuse ou la

force brutale, ne peuvent être la création artificielle ni d'un homme ni d'une secte.

Elles doivent être le résultat des besoins et des volontés coopérantes ou contrastantes, de tous leurs membres. Et ce sont eux qui, essayant et réessayant, trouveront les institutions qui, dans des circonstances données, sont les meilleures possible. Ce sont eux encore qui les développeront et les changeront, à mesure que les circonstances et les volontés changeront.

On peut donc préférer le communisme ou l'individualisme ou le collectivisme, ou un quelconque système imaginable, et travailler, par la propagande et l'exemple, au triomphe de ses aspirations propres. Mais il faut bien se garder sous peine d'un désastre certain, de prétendre que le système proposé est unique et infallible, bon pour tous les hommes, en tous lieux et en tous temps, et qu'il doit triompher avant l'évidence des faits.

L'important, l'indispensable, le point duquel il faut partir c'est d'assurer à tous les moyens d'être libres.

Abattre ou rendre impuissant le gouvernement qui défend les privilèges. Proclamer sans hésiter qu'il appartient au peuple entier, et plus spécialement à ceux qui dans le peuple ont le plus d'esprit d'initiative et de capacité d'organisation. Pourvoir à la satisfaction des besoins immédiats et préparer l'avenir, en détruisant effectivement les privilèges, les institutions nuisibles, en faisant fonctionner à l'avantage de tous, les institu-

tions utiles qui de nos jours servent exclusivement ou principalement au bien-être des classes dominantes.

C'est aux anarchistes que revient la mission spéciale d'être les gardiens vigilants de la liberté, contre les aspirants au pouvoir et contre la tyrannie possible des majorités.

LA RÉVOLUTION RUSSE

ROSA LUXEMBURG

EXTRAIT DU CHAPITRE IV, 1918

[...] L'erreur fondamentale de la théorie de Lénine-Trotsky est que précisément ils opposent, tout comme Kautsky*, la dictature à la démocratie. « Dictature ou démocratie », c'est en ces termes que se pose la question pour les bolcheviks et pour Kautsky. Ce dernier se prononce bien entendu pour la démocratie, la démocratie bourgeoise puisque précisément elle constitue pour lui l'alternative au bouleversement socialiste. Lénine-Trotsky se prononcent en revanche pour la dictature en opposition à la démocratie, et ainsi pour la dictature d'une poignée de gens, c'est-à-dire pour une dictature sur le modèle bourgeois. Ce sont là deux pôles opposés

* KAUTSKY, Karl (1854-1938). Théoricien marxiste allemand qui participa au Parti Social-démocrate Allemand (S.P.D.).

aussi éloignés l'un que l'autre de la politique socialiste authentique. Lorsqu'il prend le pouvoir, le prolétariat ne peut en aucun cas suivre le bon conseil de Kautsky sous prétexte que « le pays n'est pas mûr » et renoncer à la transformation socialiste, ne se consacrer qu'à la démocratie sans se trahir lui-même, trahir l'Internationale et la révolution. Il a le devoir et l'obligation de prendre immédiatement des mesures socialistes de la façon la plus énergique, la plus impitoyable, la plus brutale, donc d'exercer la dictature, mais une dictature de classe, non pas celle d'un parti ou d'un clan ; une dictature de classe, c'est-à-dire une dictature qui s'exerce le plus ouvertement possible, avec la participation sans entraves, très active des masses populaires, dans une démocratie sans limites. « En tant que marxistes, nous n'avons jamais été idolâtres de la démocratie formelle », écrit Trotski. Certes, nous n'avons jamais été idolâtres de la démocratie formelle. Mais nous n'avons jamais non plus été idolâtres du socialisme ou du marxisme. Doit-on en conclure que nous devons mettre le marxisme au rancart à la manière de Cunow-Lensch-Parvus*, quand

* CUNOW, Heinrich (1862-1936). Professeur à l'université de Berlin, membre du S.P.D., écrivain. Pendant la guerre, il fut à l'extrême droite du parti.

LENSCH, Paul (1873-1926). Journaliste et député du S.P.D. au Reichstage. À partir de 1919, il enseigne l'économie à l'Université de Berlin.

PARVUS, pseudonyme de Alexander L. Helphand (1867-1924). Révolutionnaire russe, émigré en Allemagne et membre du S.P.D. En 1905, il prit part à la révolution en Russie et s'enfuit en Allemagne en 1906. De 1910 à 1914, il séjourna dans les Balkans où il se livra à la spéculation. Revenu en Allemagne, il rejoignit l'extrême droite du parti.

il nous gêne aux entournures? Nous n'avons jamais été idolâtres de la démocratie formelle, cette phrase n'a qu'un seul sens; nous distinguons toujours le noyau social de la forme politique de la démocratie bourgeoise, nous avons toujours dégagé l'âpre noyau d'inégalité et de servitude sociales qui se cache sous l'écorce sucrée de l'égalité et de la liberté formelles, non pas pour les rejeter mais pour inciter la classe ouvrière à ne pas se contenter de l'écorce, à conquérir plutôt le pouvoir politique pour la remplir d'un nouveau contenu social : la tâche historique du prolétariat lorsqu'il prend le pouvoir est de remplacer la démocratie bourgeoise par la démocratie socialiste et non pas de supprimer toute démocratie. La démocratie socialiste ne commence pas seulement en Terre promise, lorsque l'infrastructure de l'économie socialiste est créée, ce n'est pas un cadeau de Noël tout prêt pour le gentil peuple qui a bien voulu, entre-temps, soutenir fidèlement une poignée de dictateurs socialistes. La démocratie socialiste commence avec la destruction de l'hégémonie de classe et la construction du socialisme. Elle commence au moment de la prise du pouvoir par le parti socialiste. Elle n'est pas autre chose que la dictature du prolétariat.

Parfaitement : dictature ! Mais cette dictature réside dans le mode d'application de la démocratie et non dans sa suppression, en empiétant avec énergie et résolution sur les droits acquis et les rapports économiques de la société bourgeoise ; sans cela, on ne peut réaliser la

transformation socialiste. Mais cette dictature doit être l'œuvre de la classe, et non pas d'une petite minorité qui dirige au nom de la classe, c'est-à-dire qu'elle doit être l'émanation fidèle et progressive de la participation active des masses, elle doit subir constamment leur influence directe, être soumise au contrôle de l'opinion publique dans son ensemble, émaner de l'éducation politique croissante des masses populaires.

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE	5
FRÈRES JUMEAUX, FRÈRES ENNEMIS, Daniel Guérin, 1966	9
SOCIALISME FALSIFIÉ ET SOCIALISME LIBERTAIRE, Daniel Guérin, 1960	18
BOURGEOIS ET PROLÉTAIRES Karl Marx et Friedrich Engels, 1848	21
ANARCHIE ET COMMUNISME, Carlo Cafiero, 1880	43
LE COMMUNISME ANARCHISTE Pierre Kropotkine, 1892	59
LE COMMUNISME, Sébastien Faure, 1925	77
LA COMMUNE DE PARIS, Michel Bakounine, 1871	81
LA PROPRIÉTÉ APRÈS LA RÉVOLUTION Errico Malatesta, 1929	91
LA RÉVOLUTION RUSSE, Rosa Luxemburg, 1918	103

À PARAÎTRE DANS LA MÊME COLLECTION :

◆ PROTESTATION DEVANT LES LIBERTAIRES DU PRÉSENT
ET DU FUTUR SUR LES CAPITULATIONS DE 1937.

Par « un Incontrôlé de la Colonne de Fer »

Réalisé par les éditions Entremonde

Lausanne, 2008

ISBN 978-2-940426-00-3 / ISSN 1662-8349

Imprimé en Suisse